



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement**  
Unité inter-départementale Anjou-Maine



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction interministérielle de  
l'animation territoriale**

Bureau de l'environnement

**Arrêté interpréfectoral n° DCPAT 2025-0288 du - 4 NOV. 2025**

**Autorisation environnementale unique**

**relatif à l'exploitation de l'Écopôle TERRA 72  
situé au lieu-dit « Les Vaugarniers » sur le territoire de la commune de Montmirail  
par la SAS PAPREC CRV**

**LE PRÉFET DE LA SARTHE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement notamment son titre VIII du livre Ier et son titre Ier du livre V ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre IV, notamment les articles L.411-1, L.411-2 et R.411-1 à R.411-14 relatifs à la protection des espèces ;

**Vu** le code forestier ;

*Préfecture de la Sarthe :  
Place Aristide Briand – 72041 Le Mans Cedex 9  
[www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)*

*Préfecture de Loir-et-Cher :  
1 place de la République – BP 80101 – 41001 Blois Cedex  
[www.loir-et-cher.gouv.fr](http://www.loir-et-cher.gouv.fr)*

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du même code ;

**Vu** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 modifiée relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 (Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques) ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté interministériel en date du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 modifié fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 25 janvier 1993 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Pays de la Loire complétant la liste nationale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 05-1502 du 18 mai 2005 fixant le seuil des massifs forestiers dans lesquels l'autorisation de défrichement est obligatoire ;

**Vu** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la région Pays de la Loire (SRADDET) approuvé le 7 février 2022 ;

**Vu** l'article L.541-15 du code de l'environnement qui stipule :

*« 1.-Les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets et, notamment, les décisions prises en application du chapitre unique du titre VIII du livre 1er, du titre 1er du présent livre et les délibérations d'approbation des plans et des programmes prévus à la présente sous-section sont compatibles :*

- 1° Avec les plans prévus aux articles L.541-11, L.541-11-1 et L.541-13 ;*
- 2° Avec les objectifs et règles générales du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.*

*Après consultation du président du conseil régional ou, pour la Corse, de la commission mentionnée à l'article L.4424-37 du code général des collectivités territoriales et sous réserve de motivation, les décisions prises en application du chapitre unique du titre VIII du livre 1er du présent code ou du titre 1er du présent*

*livre dans les domaines du traitement et de l'élimination des déchets peuvent déroger aux plans et aux schémas mentionnés à l'article L.541-13 et au 2° du présent I » ;*

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 10-3278 du 3 juin 2010 autorisant la société ISS ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Montmirail ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012319-0011 du 21 novembre 2012 portant sur l'extension temporaire d'une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société NCI ENVIRONNEMENT au lieu-dit « Les Vaugarniers » à Montmirail ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-144-0013 du 28 mai 2013 délivré à la société NCI ENVIRONNEMENT modifiant les conditions d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Les Vaugarniers » sur le territoire de la commune de Montmirail ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIRCOL 2015-0227 du 26 novembre 2015 autorisant la société NCI ENVIRONNEMENT à augmenter sa capacité de traitement de déchets sur son site situé au lieu-dit « Les Vaugarniers » sur le territoire de la commune de Montmirail ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2017-0499 du 8 septembre 2017 délivré à la société NCI ENVIRONNEMENT portant prescriptions complémentaires concernant les plateformes de transit, regroupement ou tri de déchets valorisables sur le site situé au lieu-dit « Les Vaugarniers » sur le territoire de la commune de Montmirail ;

**Vu** le récépissé de changement de dénomination sociale au profit de la société PAPREC CRV en date du 5 juin 2020 ;

**Vu** la demande du 27 avril 2023, complétée le 1er février 2024, présentée par la société PAPREC CRV, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux - 75008 Paris, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter l'Écopôle TERRA 72 situé au lieu-dit « Les Vaugarniers » à Montmirail, lequel Écopôle comporte :

- une unité de préparation de Combustibles Solides de Récupération (CSR) ;
- une unité de déconditionnement de biodéchets associée à une unité de méthanisation de déchets organiques ;
- une plateforme de compostage de déchets verts ;
- une plateforme de gestion de déchets de bois ;
- des unités de tri-conditionnement-transit de déchets valorisables, notamment des métaux, des pneus, des papiers et cartons, des plastiques ;
- une ISDND exploitée en mode bioréacteur avec valorisation du biogaz (cogénération) ;
- une ISDND et une ISDD pour des déchets amiantés ;
- un casier plâtre ;
- une plateforme de valorisation des matériaux et traitement des terres souillées ;
- une centrale photovoltaïque au sol implantée sur des casiers fermés en post-exploitation.

**Vu** le dossier de demande de dérogation à l'article L.411-1 du code de l'environnement déposé le 15 août 2024 par la société PAPREC CRV ;

**Vu** le porter à connaissance déposé le 3 octobre 2024 relatif au remplacement des micro-turbines par un moteur de cogénération ;

**Vu** les conventions de mise à disposition de terres boisables ;

**Vu** l'arrêté n° DCPAT 2023-0175 du 25 août 2023 délivré à la société PAPREC CRV prolongeant le délai de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;



**Vu** l'avis du Conseil Départemental de la Sarthe du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;

**Vu** l'avis du Conseil Régional de la région Pays de la Loire en date du 8 juillet 2025 qui donne un avis favorable sous réserve de la prise en compte des échanges sur les capacités d'enfouissement et du maintien de la zone de chalandise actuelle ;

**Vu** l'avis défavorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région Pays de la Loire en date du 3 octobre 2024 ;

**Vu** le mémoire en réponse de la société PAPREC CRV de mars 2025 à l'avis défavorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région Pays de la Loire ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale n° 2024-070 en date du 12 septembre 2024 ;

**Vu** le mémoire en réponse de la société PAPREC CRV de mars 2025 à l'avis de l'Autorité Environnementale, joint au dossier soumis à l'enquête publique unique ;

**Vu** la délibération n° 08-09-2025-001 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Perche Emeraude en sa séance du 8 septembre 2025, reçue en Préfecture le 11 septembre 2025, actant la mise en compatibilité du PLUI avec le projet, dans le cadre de procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme (DPMECDU) ;

**Vu** le courrier du 10 septembre 2025 transmis par la société PAPREC CRV en retour des conclusions de la commission d'enquête ;

**Vu** la décision n° E25000079/72 du 14 avril 2025 transmise par le président du tribunal administratif de Nantes portant désignation de la commission d'enquête ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0112 du 18 avril 2025 relatif à l'ouverture d'une enquête publique unique pour une durée de 33 jours consécutifs du 12 mai 2025 à 09h00 au 13 juin 2025 à 17h30, à la mairie de Montmirail, siège de l'enquête publique. Un avis au public a été affiché dans chaque commune concernée par le rayon d'affichage de 3 kilomètres autour de l'installation et/ou le plan d'épandage, à savoir :

- pour le rayon d'affichage et le plan d'épandage :  
Montmirail, Champrond, Courgenard, Gréez-sur-Roc, Lamnay, Melleray et Saint-Jean-des-Echelles,
- uniquement pour le plan d'épandage :
  - Département de la Sarthe :  
Berfay, Bouër, La Chapelle Huon, Cherré-Au, Cormes, Sainte Osmane, Lavaré, Marolles-les-Saint-Calais, Montreuil-le-Henri, Rahay, Saint-Calais, Saint-Gervais-de-Vic, Saint-Maixent, Théligny, Tuffé Val de la Chéronne, Valennes et Vibraye,
  - Département de Loir-et-Cher :  
Baillou, Beauchêne, Bonneveau, Boursay, Choue, Droué, La Fontenelle, Le Gault-du-Perche, Les Hayes, Mondoubleau, Le Plessis Dorin, Le Poislay, Saint-Marc-du-Cor, Saint-Martin-des-Bois, Sargé sur Braye, Couëtron-au-Perche et Trôo ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;

**Vu** les publications de cet avis au public effectuées dans 4 journaux locaux (2 en Sarthe et 2 en Loir-et-Cher) en date des 25 avril 2025, 30 avril 2025 et 16 mai 2025 ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Bouër, Cherré-Au, Cormes, Courgenard, Gréez-sur-Roc, La Chapelle Huon, Lamnay, Lavaré, Marolles-les-Saint-Calais, Melleray, Montmirail, Montreuil-le-Henri, Saint-Calais, Sainte Osmane, Saint-Gervais-de-Vic, Saint-Jean-des-Echelles, Saint-Maixent, Théligny, Valennes, Baillou, Beauchêne, Bonneveau, Choue, La Fontenelle, Le Plessis Dorin et Sargé sur Braye ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis favorable de la commission d'enquête ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** l'information aux membres des conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des départements de Loir-et-Cher et de la Sarthe, transmise par courriels respectivement du 26 août 2025 et du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0290 du 12 septembre 2025 prorogeant la durée d'instruction des demandes d'autorisation environnementale susvisées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0287 du 12 septembre 2025 portant institution de servitudes d'utilité publique sur l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société PAPREC CRV au lieu-dit « Les Vaugarniers » à Montmirail et sur une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation des installations de stockage de déchets non dangereux, sur une bande de 100 mètres autour du casier amiante et du casier plâtre et sur une bande de 50 mètres autour des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats ;

**Vu** le rapport établi par les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en date du 12 septembre 2025 ;

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen intégré dans la demande d'autorisation d'exploiter déposée et les dispositions complémentaires définies par le présent arrêté permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles (MTD) et aux niveaux d'émission associés applicables du BREF relatif au traitement des déchets et des BREFs transverses applicables ;

**Considérant** que suite aux conclusions de l'enquête publique, l'exploitant, dans son courrier en date du 10 septembre 2025, s'est engagé à limiter l'épandage de ses digestats dans un rayon maximal de 20 km autour du site et en conséquence, à mettre à jour son plan d'épandage avant la mise en service de l'unité de méthanisation ;

**Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**Considérant** que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0287 du 12 septembre 2025 en application des articles L.515-8 à L.515-11 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, dans son avis du 8 juillet 2025, le Conseil Régional précise que le projet est envisageable avec un objectif de diminution des capacités à 75 000 tonnes à partir de 2028 ;

**Considérant** que, dans son avis du 8 juillet 2025, le Conseil Régional précise également que pour les déchets arrivant sur site et selon le principe de proximité, il est impératif de conserver la zone de chalandise actuelle ;

**Considérant** qu'en vertu des articles L.341-1 et R.341-4 du code forestier, il appartient au préfet d'autoriser le défrichement lorsque celui-ci ne présente pas les inconvénients justifiant un motif de refus ;

**Considérant** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois et forêts ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols n'est reconnu nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L.341-5 du code forestier ;

**Considérant** que les rôles économique, écologique et social des bois à défricher conduisent à assortir la compensation forestière d'un coefficient multiplicateur de 2,5, soit une surface totale à compenser de 24,1405 ha ;

**Considérant** que le demandeur propose une compensation en nature prenant la forme d'un boisement compensateur d'une surface de 20,6600 ha dans un secteur écologiquement ou socialement comparable à celui du défrichement ;

**Considérant** que le solde de la surface sera compensé financièrement par le versement d'une indemnité d'un montant de 16 883,90 € au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois ;

**Considérant** qu'il n'existe pas de solution alternative plus satisfaisante ;

**Considérant** que ce projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur du fait de la création d'emplois locaux, la gestion durable des déchets, et la production d'énergies renouvelables. La SAS PAPREC CRV se positionne comme une initiative clé pour répondre aux défis environnementaux et économiques de la région, tout en favorisant un développement durable et non délocalisable ;

**Considérant** que des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi sont proposées par le bénéficiaire et qu'elles sont complétées par les prescriptions du présent arrêté ;

**Considérant** que, dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été communiqué par le préfet au pétitionnaire par courriel du 16 septembre 2025 et que celui-ci a émis des observations par courriel du 23 septembre 2025 ;

**Sur proposition** de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe et Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRÊTENT**

---

### **TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SAS PAPREC CRV, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro SIRET 31742823300611, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux – 75008 Paris, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit « Les Vaugarniers » sur le territoire de la commune de Montmirail, les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du code de l'environnement
- de dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2)
- d'autorisation de défrichement en application des articles L.214-13, L.341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du code forestier.

##### **Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions contenues dans les arrêtés préfectoraux antérieurs sont abrogées à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 10-3278 du 3 juin 2010 et l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012319-0011 du 21 novembre 2012.

##### **Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement**

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales « enregistrement » et « déclaration », pris en application des articles L.512-7 et L.512-8, sont applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

#### **CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau**

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :



Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Compostage + méthanisation : 40 000 t/an soit 110t/j en moyenne, <b>170 t/j au maximum</b> Production de CSR : en moyenne 48 500 t/an soit 179 t/j en moyenne et 300 t/j au maximum	A
3540	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 <b>1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes</b>	Capacités maximales de : ISDND : 90 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2027 puis 75 000 t/an à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2028 jusqu'au 31 décembre 2050 ISDND amiante : 4 000 t/an pendant 28 ans ISDD amiante : 2 000 t/an pendant 28 ans Casier plâtre : 3 000 t/an pendant 28 ans <b>2 397 000 t au total</b>	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Quantité maximale de déchets : Stockage et traitement biologique de terres souillées : 7 000 t Capacité annuelle maximale de traitement : 10 000 t	A
2718	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité maximale de déchets : 7 000 t	A
2760-1	<b>Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :</b> <b>1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4</b>	Capacité maximale de l'ISDD amiante : 2 000 t/an pendant 28 ans	A

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2760-2	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Capacités maximales de : ISDND : 90 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2027 puis 75 000 t/an à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2028 jusqu'au 31 décembre 2050 ISDND amiante : 4 000 t/an pendant 28 ans Casier plâtre 3 000 t/an pendant 28 ans	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Capacités maximales de traitement : Broyage du bois et des pneumatiques 150 t/j maximum, 37 t/j en moyenne Production de CSR : en moyenne 48 500 t/an soit 179 t/j en moyenne et 300 t/j au maximum Traitement biologique de terres souillées : 50 t/j max <b>Quantité totale 500 t/j au max et 266 t/j en moyenne</b>	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Capacité maximale de traitement : Traitement biologique de terres souillées : 50 t/j max	A
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage		A

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2510-3	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 3. Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Matériaux extraits pour la réalisation des casiers d'ISDND : 935 000 m <sup>3</sup> soit 1 500 000 t	A
2783-1	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique La quantité de biodéchets déconditionnés étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j	Déconditionnement des biodéchets : 60 t/j max et 40 t/j en moyenne	E
2781-2	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	30 000 t/an max soit 82 t/j en moyenne	E
2910-B1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	Traitement biogaz (chaudière et moteur) : Chaudière 1 200KW th Moteur 700KW elec	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal susceptible d'être présent : Déchets d'activités économiques ou issus de collectes sélectives : 4 700 m <sup>3</sup> Bois : 19 500 m <sup>3</sup> Total : 24 200 m <sup>3</sup>	E



Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de combustibles solides de récupération : <b>15 100 m<sup>3</sup></b> Volume des terres polluées souillées non dangereuses non inertes : 20 000 m <sup>3</sup>	E
2515	<b>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</b> La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance maximale des broyeurs, concasseurs : <b>500 kW</b>	E
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface maximale de l'installation de tri/transfert de métaux : <b>1 900 m<sup>2</sup></b>	E
2780-1	<b>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.</b> <b>1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :</b> c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j mais inférieure à 30 t/j	Compostage de déchets verts : 10 000 t/an max soit 28 t/j en moyenne	D
2517	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</b> La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie de la plateforme de valorisation matériaux : <b>9 400 m<sup>2</sup></b>	D



Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Cuves aériennes : 20 000 l de gazole, 40 000 l GNR, 100 l GNR cuve chantier, soit 61 m <sup>3</sup> équivalent à 52,46 t max	DC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	500 m <sup>3</sup> /an max	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) ou DC (soumis au contrôle périodique)\*\*

(\*\*) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.  
Quantité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3532 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « WT Traitement des déchets ».

L'exploitant met en place un suivi spécifique des terres polluées présentes dans l'installation afin de s'assurer, à chaque instant, que la quantité totale de déchets reste strictement inférieure ou égale aux seuils Seveso (haut et bas) des rubriques 4510 et 4511 ainsi que des rubriques 4130 et 4140 pour les terres qui contiendraient des COHV. L'exploitant doit également s'assurer, à chaque instant, de ne pas dépasser les seuils Seveso par la règle de cumul.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature loi sur l'eau suivantes :

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	50 ha	A

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	8 piézomètres	D

Régime : A (autorisation) ou D (déclaration)

#### Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Montmirail, au lieu-dit « Les Vaugarniers ». La liste des parcelles concernées figure en annexe 1 au présent arrêté.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement figurant en annexe 2 au présent arrêté.

#### Article 1.2.3 – Zones de chalandise en fonction de la nature des déchets

Les déchets ayant pour zone de chalandise la région Pays de la Loire et des départements limitrophes de la Sarthe sont :

- les déchets admis sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND),
- les biodéchets,
- les déchets destinés à être méthanisés,
- les déchets destinés à être compostés,
- les déchets entrant dans l'unité de préparation des CSR.

Les déchets ayant pour zone de chalandise la région Pays de la Loire et les départements limitrophes de la région sont :

- les déchets destinés à une valorisation (pneus, métaux ferreux, métaux non ferreux, matériaux inertes et terres souillées ou potentiellement souillées par des hydrocarbures et autres produits organiques biodégradables, ...).

Les déchets ayant pour zone de chalandise la France sont :

- les déchets amiantés à savoir les déchets issus de la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics qui proviennent de la France.
- les déchets amiantés orientés en ISDD amiantés, à savoir les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ainsi que les équipements de protection individuelle et collective qui proviennent de la France.

Toute modification notable de l'origine géographique des déchets indiquée ci-dessus doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet de la Sarthe avec tous les éléments d'appréciation.

#### Article 1.2.4 – Consistance des installations autorisées

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, comporte les entités suivantes :

- une unité de préparation de CSR pour une capacité de production de 48 500 tonnes de CSR par an à partir de 90 000 tonnes/an entrantes dans le process ;
- une unité de déconditionnement de biodéchets de capacité annuelle de 10 000 tonnes ;
- une unité de méthanisation de déchets organiques pour un total de 30 000 tonnes/an entrantes ;
- une plateforme de compostage de déchets verts et de biodéchets à hauteur de 10 000 t/an (déjà autorisée mais qui va être déplacée) ;

- des installations de tri/conditionnement et transfert de déchets d'activités économique (DAE) et de déchets valorisables, qui sont déjà autorisées ;
- une plateforme de valorisation de bois qui est déjà autorisée mais va être agrandie et déplacée ;
- une ISDND de capacité réduite à 75 000 t/an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2028 jusqu'au 31 décembre 2050 venant prolonger l'activité d'ISDND actuellement autorisée jusqu'au 31 décembre 2030 ;
- un casier plâtre de 3 000 t/an ;
- une ISDND et une ISDD pour des déchets amiantés (déjà autorisées, qui vont être agrandies) ;
- une plateforme de valorisation des matériaux et traitement des terres souillées ou bio centre ;
- une ferme photovoltaïque installée au sol sur des casiers fermés en post-exploitation ;
- des installations connexes de destruction et de valorisation du biogaz et de traitement des lixiviats.

Le périmètre d'application des dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement correspond à l'ensemble des installations visées par une rubrique 3000 ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Ce périmètre IED couvre l'intégralité du site.

#### **Article 1.2.5 – Statut de l'établissement**

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

### **CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1.4.1 – Durée de l'autorisation et caducité**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée jusqu'au 31 décembre 2050. À compter de cette date, tout apport de déchets non dangereux pour enfouissement est interdit.

Pour les autres casiers, l'autorisation d'exploiter court jusqu'aux délais indiqués dans le tableau de nomenclature de l'article 1.2.1.

Cette durée n'inclut pas la phase finale de remise en état des casiers.

### **CHAPITRE 1.5 – PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

La zone d'exploitation est implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes,
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.



Pour les parties où les casiers ISDND et ISDD amiante ne sont pas à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, l'exploitant dispose de garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers :

- par sa propriété du foncier concerné,
- par des servitudes d'utilité publique instituées par arrêté préfectoral.

L'installation de méthanisation est implantée à plus de 200 mètres des habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute ainsi qu'à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

## CHAPITRE 1.6 – GARANTIES FINANCIÈRES

### Article 1.6.1 – Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités de stockage de déchets visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

- mise en œuvre des mesures prévues par le plan de post fermeture incluant notamment la mise à l'arrêt définitif du site et sa surveillance durant une période d'au moins trente ans après sa mise à l'arrêt définitif,
- interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture,
- remise en état après fermeture.

### Article 1.6.2 – Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire du 23 avril 1999 qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation et pour les périodes de suivi post-exploitation et de surveillance des milieux selon les montants ci-après :

#### - pour l'ISDND actuelle :

ISDND		
Périodes	Années	Montant des garanties (TTC)
Exploitation	2023-2030	2 096 612,00 €
Post-exploitation	Années 1 à 5	1 572 459 €
	Années 6 à 15	1 179 344,00 €
	Année 16	1 167 551,00 €
	Année 17	1 155 875,00 €
	Année 18	1 144 316,00 €
	Année 19	1 132 873,00 €
	Année 20	1 121 545,00 €
	Année 21	1 110 329,00 €



ISDND		
	Année 22	1 099 226,00 €
	Année 23	1 088 234,00 €
	Année 24	1 077 351,00 €
	Année 25	1 066 578,00 €
	Année 26	1 055 912,00 €
	Année 27	1 045 353,00 €
	Année 28	1 034 899,00 €
	Année 29	1 024 550,00 €
	Année 30	1 014 305,00 €

- pour l'extension de l'ISDND :

Extension de l'ISDND		
Périodes	Années	Montant des garanties (TTC)
Exploitation	1 - 3	2 219 192,00 €
	4 - 6	2 265 869,00 €
	7 - 9	2 321 628,00 €
	10 - 12	2 363 205,00 €
	13 - 15	2 420 162,00 €
	16 - 18	2 461 579,00 €
	19 - 20	2 494 364,00 €
Post-exploitation	21	2 494 364,00 €
	22 - 24	1 623 373,00 €
	25 - 27	1 623 373,00 €
	28 - 30	1 159 865,00 €
	31 - 33	1 113 295,00 €
	34 - 36	1 113 295,00 €
	37 - 39	1 076 214,00 €
	40 - 42	974 024,00 €
	43 - 45	918 403,00 €
	46 - 48	862 782,00 €
	49 - 51	760 591,00 €

- pour les casiers amiante et le casier plâtre :

Casiers plâtre et amiante		
Périodes	Années	Montant des garanties (TTC)
Exploitation	1 - 3	1 355 886,00 €
	4 - 6	1 358 491,00 €

Casiers plâtre et amiante		
	7 - 9	1 360 028,00 €
	10 - 12	1 210 564,00 €
	13 - 15	1 221 399,00 €
	16 - 18	1 224 473,00 €
	19 - 21	1 227 547,00 €
	22 - 24	1 230 669,00 €
	25 - 27	1 242 273,00 €
	28	1 243 554,00 €
Post-exploitation	29 - 30	1 243 554,00 €
	31 - 33	766 180,00 €
	34 - 36	526 310,00 €
	37 - 39	526 310,00 €
	40 - 42	516 996,00 €
	43 - 45	516 996,00 €
	46 - 48	488 211,00 €
	49 - 51	450 113,00 €
	52 - 54	421 329,00 €
	55 - 57	392 544,00 €
	58 - 60	354 446,00 €

#### Article 1.6.3 – Établissement des garanties financières

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'assurance. Il incombe à l'exploitant de transmettre copie du présent arrêté à l'organisme chargé d'assurer la caution. Avant le premier apport de déchets dans le premier casier de l'extension, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP 01.

Une copie de ces documents est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

#### Article 1.6.4 – Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document en vigueur.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées.

#### **Article 1.6.5 – Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période inférieure à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### **Article 1.6.6 – Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

#### **Article 1.6.7 - Absence des garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code.

Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 1.6.8 – Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières, et nécessitant une intervention,
- pour la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté en matière de surveillance et de suivi des installations de stockage de déchets,
- pour la remise en état du site.

#### **Article 1.6.9 – Levée de l'obligation des garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral à la fin de la période de suivi telle que définie à l'article 9.4.7 du présent arrêté et selon les modalités précisées au même article.

### **CHAPITRE 1.7 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.7.1 – Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 1.7.2 – Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.



### **Article 1.7.3 – Cessation d'activité**

Conformément à l'article D.556-1 A, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage compatible avec la présence de déchets, état naturel avec le développement d'une végétation herbacée et/ou arbustive de type prairies.

Pour les zones non concernées par le stockage des déchets, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Pour la partie concernée par le stockage des déchets, au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site. Si la mise en place de panneaux photovoltaïques est envisagée, ce mémoire précisera les modifications des conditions d'exploiter.

## **CHAPITRE 1.8 – RÉGLEMENTATION**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1 – Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **Article 2.1.2 – Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts**

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend,

en ce qui concerne la dérogation espèces protégées et l'autorisation de défrichement, les dispositions prévues aux titres 10 et 11 du présent arrêté.

### **Article 2.1.3 – Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des activités comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **CHAPITRE 2.2 – SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL**

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :
  - a) Organisation et responsabilité ;
  - b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
  - c) Communication ;
  - d) Participation du personnel ;
  - e) Documentation ;
  - f) Contrôle efficace des procédés ;
  - g) Programmes de maintenance ;
  - h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;
  - i) Respect de la législation sur l'environnement ;
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
  - a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;
  - b) Mesures correctives et préventives ;
  - c) Tenue de registres ;
  - d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;
7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;
8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2 de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de

déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED) ;

11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2 de l'arrêté précité) ;
12. Plan de gestion des résidus ;
13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de annexe 3.1 de l'arrêté précité) ;
14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1 de l'arrêté précité) ;
15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1 de l'arrêté précité).

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

## **CHAPITRE 2.3 – RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **Article 2.3.1 – Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ...

## **CHAPITRE 2.4 – INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **Article 2.4.1 – Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc, sont mis en place en tant que de besoin.

### **Article 2.4.2 – Esthétique**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

## **CHAPITRE 2.5 – ACCÈS A L'INSTALLATION**

### **Article 2.5.1 – Clôture**

L'accès au site est limité et contrôlé. Le site est clôturé par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et limite celle de la faune. Les portails d'accès sont munis d'un système permettant le déverrouillage par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe.

### **Article 2.5.2 – Pesage**

L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours.

Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.



### Article 2.5.3 – Contrôle de la radioactivité

- I. L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5  $\mu\text{Sv/h}$ .

La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

- II. L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.

La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASNR) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 16-IV en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5  $\mu\text{Sv/h}$ . L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5  $\mu\text{Sv/h}$  au contact des parois extérieures.

Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :

- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (< 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;
- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (> 100 jours), le déchet est

géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.

Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

## **CHAPITRE 2.6 – DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **Article 2.6.1 – Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant dès son constat ou son apparition.

## **CHAPITRE 2.7 – INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.7.1 – Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.8 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

### **Article 2.8.1 – Principe et objectifs du programme de surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées, dès lors qu'il diffère des prescriptions du présent arrêté.

Les articles suivants définissent le contenu du programme de surveillance susmentionné pour les émissions et pour les effets sur l'environnement, ainsi que pour la fréquence de transmission des données de surveillance.

### Article 2.8.2 – Mesures complémentaires

Conformément aux dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

### Article 2.8.3 – Analyse et transmission des résultats de la surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats montrent des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8-II-1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats de la surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

## CHAPITRE 2.9 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## CHAPITRE 2.10 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants (liste non exhaustive) :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.6.3	Attestation de constitution de garanties financières	Avant le premier apport de déchets dans le premier casier de l'extension
Article 1.6.5	Actualisation des garanties financières	Tous les 5 ans, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01
Article 1.6.4	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3



Article 1.7.3	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité, 6 mois pour la partie stockage de déchets
Article 2.7.1	Déclaration des accidents et incidents	Dans les plus brefs délais; rapport d'accident/incident sous 15 jours après l'accident/incident
Article 2.8.3	Résultats de la surveillance	Trimestrielle (GIDAF : site de télédéclaration pour les rejets aqueux, la surveillance des eaux souterraines et le suivi des légionelles)
Article 2.11.1 et Article 2.11.2	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)

## CHAPITRE 2.11 – BILANS PÉRIODIQUES

### Article 2.11.1 – Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement mais aussi les déchets admis sur le site en tant que site de traitement.

Ce bilan peut être transmis par voie électronique à l'inspection des installations classées suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

### Article 2.11.2 – Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.10 du présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi de site.

### Article 2.11.3 – Bilan énergétique

L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :

- des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;
- des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;
- des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.

Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

### Article 2.11.4 – Information du public

Conformément à l'article R.125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les

documents précisés dans ce même article.

L'exploitant présente ce dossier à la commission de suivi de site de son installation conformément au point II de l'article R. 125-8 de code de l'environnement.

Le rapport annuel prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté tient lieu de ce dossier.

#### **Article 2.11.5 – Bilan annuel des épandages**

La synthèse annuelle des épandages est jointe au rapport annuel d'activité visé à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

Cette synthèse concerne l'épandage des digestats ainsi que du compost non normé élaboré à partir du compostage de déchets verts.

---

### **TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

#### **CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

##### **Article 3.1.1 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de traitement pour respecter les valeurs limites d'émission.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### **Article 3.1.2 – Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans le registre visé à l'article 3.1.1 du présent arrêté.

### **Article 3.1.3 – Odeurs**

#### **a) Dispositions générales**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions d'odeurs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition des conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement des lixiviats ou dans des canaux à ciel ouvert.

Les produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont stockés en milieu confiné (réipients, silos, bâtiments fermés...).

#### **b) Prescriptions particulières pour la méthanisation**

L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en service de l'installation de méthanisation (état zéro), indiquant, dans la mesure du possible, les caractéristiques des odeurs perçues dans l'environnement : nature, intensité, origine (en discriminant des autres odeurs les odeurs provenant des activités éventuellement déjà présentes sur le site), type de perception (odeur perçue par bouffées ou de manière continue).

L'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 9.2.5 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.

En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 9.2.5.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.



L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient autant réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.

Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides ; la zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.

#### **Article 3.1.4 – Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **Article 3.1.5 – Émissions diffuses et envols de poussières**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage, notamment au niveau de l'unité de production des CSR, en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

### **CHAPITRE 3.2 – CONDITIONS DE REJET**

#### **Article 3.2.1 – Dispositions générales**

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des

gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### **Article 3.2.2 – Conditions de rejet**

Les rejets atmosphériques de l'unité de production des CSR, de l'installation de méthanisation, de l'unité de traitement des lixiviats et des installations de valorisation et/ou épuration du biogaz respectent les dispositions des chapitres 9.2, 9.5 et 9.7 du présent arrêté.

#### **Article 3.2.3 – Respect des valeurs limites**

Les rejets atmosphériques de l'unité de production des CSR, de l'unité de traitement des lixiviats et des installations de valorisation et/ou épuration du biogaz respectent les valeurs limites d'émission prescrites aux chapitre 9.3 – article 9.6.3, et chapitre 9.7 du présent arrêté.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil, du polluant et en accord avec les méthodes de référence en vigueur.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est exprimé, sauf dispositions contraires, en kg/h.

#### **Article 3.2.4 – Odeurs – Valeurs limites**

##### **a) Dispositions générales**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

L'exploitant procède :

- à la réalisation de cartographies des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place,
- à la mise en service régulée du dégazage à l'avancement des casiers exploités en mode bioréacteur et d'un pilotage en fonction de la qualité du biogaz pour limiter les conditions de fermentation aérobie,

- à la mise en place de points de contrôle de la qualité du biogaz et de mesures périodiques (en fonction des installations) de sa qualité et de son débit,
- à la mise en place d'un collecteur dédié pour le raccordement de chaque casier exploité en mode bioréacteur au réseau principal de l'unité de valorisation du biogaz,
- au raccordement et au dégazage des puits de lixiviats en fonction de l'avancement des casiers exploités en mode bioréacteur,
- au suivi et à l'enregistrement des détections d'odeurs,
- à la mise en place d'une « tournée de nez ».

La « tournée de nez » intègre les actions suivantes :

- tournée avec tracé et points de contrôle préétablis (points définis en fonction des vents et de la sensibilité),
- 2 fois par semaine (jours et heures définis),
- avec caractérisation olfactive en quantité et qualité,
- avec 1 personne du site et 1 ou 2 volontaires extérieurs au site s'il y en a, en cas d'impossibilité de trouver 1 ou 2 volontaires, une solution de substitution comme un nez électronique devra être mis en place,
- présentation des résultats 1 à 2 fois par an aux volontaires et en commission de suivi de site.

#### **b) Registre des nuisances olfactives**

L'exploitant tient à jour un registre des nuisances olfactives dans lequel il consigne toutes les plaintes pour nuisances olfactives (date, descriptif de l'odeur ressentie, orientation du vent et distance entre le site et le plaignant), toutes les mesures prises pour lutter contre les éventuelles odeurs émanant du site (nature et descriptif de la mesure, date) ainsi que l'efficacité de ces traitements.

En cas de plaintes répétées et justifiées, après vérification et constat par l'inspection, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel de la République française.

Les résultats des « tournées de nez » visées à l'article 3.2.4-a) du présent arrêté sont annexés au présent registre.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une synthèse de ce registre est intégrée au rapport annuel d'activité visé à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

---

## **TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

## CHAPITRE 4.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

### Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Coordonnées Lambert II étendu	Consommation maximale annuelle
Réseau public AEP	-	3 000 m <sup>3</sup>

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce bilan est présenté dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées et les informations sur les changements importants de la consommation d'eau.

### Article 4.1.2 – Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvements

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

### Article 4.1.3 – Prescriptions en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels et à la sécurité du site,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie,
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses de surveillance,
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

En tout état de cause, l'exploitant devra respecter l'arrêté préfectoral portant restriction de l'usage de l'eau en cas de sécheresse si ce dernier est applicable au site.

## CHAPITRE 4.2 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### Article 4.2.1 – Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.



A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **Article 4.2.2 – Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **Article 4.2.3 – Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables si nécessaire, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **Article 4.2.4 – Protection des réseaux internes à l'établissement**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **Article 4.2.5 – Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur le cas échéant. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.3 – TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **Article 4.3.1 – Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux de ruissellement externes au site,
- les eaux de ruissellement internes et qui n'ont pas été au contact des déchets,
- les eaux des zones réaménagées du site (post exploitation),
- les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées (qui ont été au contact de déchets),

- les lixiviats, c'est à dire tout liquide filtrant à travers les déchets stockés et collecté par le système de drainage en fond de casier,
- les eaux issues de la plateforme de compostage,
- les eaux issues de la plateforme de tri du bois, plastique, cartons,
- les eaux issues de lavage du bâtiment de déconditionnement et de méthanisation,
- les eaux issues de l'aire de lavage des poids lourds,
- les eaux usées domestiques.

Les eaux qui résulteraient de l'extinction d'un incendie, au droit des casiers, sont reprises via le drainage de fond de casier et évacuées vers les bassins de stockage des lixiviats. Le cas échéant, ces eaux d'extinction sont traitées sur site ou éliminées comme un déchet dans une installation dûment autorisée.

Les eaux qui résulteraient de l'extinction d'un incendie collectées via les eaux de ruissellement internes sont dirigées vers les bassins d'eaux pluviales étanches et de capacité suffisante, ces bassins étant équipés d'obturateurs, dans l'attente des résultats d'analyses physico-chimiques de contrôle. Le cas échéant, ces eaux d'extinction sont traitées sur site ou éliminées comme un déchet dans une installation dûment autorisée.

#### **Article 4.3.2 – Collecte des effluents**

L'exploitant s'assure que les effluents rejetés ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **Article 4.3.3 – Gestion des eaux de ruissellement extérieures**

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci, sauf si la topographie du site permet de s'en affranchir.

La configuration du site en surélévation par rapport au terrain naturel et ceinturé sur toute sa périphérie par un talus de 3-4 m de hauteur, empêche les eaux de ruissellement extérieure de pénétrer sur le site.

#### **Article 4.3.4 – Gestion des eaux de ruissellement internes**

##### **a) Eaux de ruissellement internes qui n'ont pas été au contact des déchets**

Les eaux de ruissellement internes et qui n'ont pas été au contact des déchets sont collectées par des fossés régulièrement entretenus et rejoignent, après passage par un réseau de bassin d'eaux pluviales (nommés BV), les bassins d'infiltration (nommés BI) qui seront construits au fur et à mesure de la mise en place des activités du site.

Les eaux de voirie et les eaux des plateformes de tri du bois, plastiques, cartons transitent par des déshuileurs-débourbeurs avant de rejoindre le réseau d'évacuation des eaux pluviales puis les bassins d'eaux pluviales (BV) et enfin les bassins d'infiltration (BI).

En cas de pollution accidentelle (eaux d'extinction d'un éventuel incendie notamment), des vannes de fermeture permettront d'isoler les bassins de rétention des eaux pluviales (BV) ou de lixiviats afin d'effectuer des analyses permettant d'autoriser ou non le rejet vers le milieu naturel dans les limites indiquées par le présent arrêté.

## b) Caractéristiques des bassins

Les fossés et les bassins de rétention des eaux pluviales sont dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale. Ces bassins et leurs caractéristiques sont reportés dans le tableau ci-dessous et figurent sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.

La zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Ces bassins ont pour exutoire final les 7 bassins d'infiltration (BI) du site.

Nom de la zone des bassins des eaux pluviales	Secteur	Volume du bassin EP (BV)	Surface infiltration (BI)
BV1	Plateforme de compostage Plateforme bois Station de lavage Plateforme pneumatiques et ferrailles	1 779 m <sup>3</sup>	824 m <sup>2</sup>
BV 2	Installation de stockage de déchets non dangereux – extension	2 354 m <sup>3</sup>	1089 m <sup>2</sup>
BV 3	Plateforme de tri, transfert des DAE	1731 m <sup>3</sup>	801 m <sup>2</sup>
BV 4	Stockage avec panneaux PV	720 m <sup>3</sup>	333 m <sup>2</sup>
BV 5	Installation de stockage de déchets d'amiante	339 m <sup>3</sup>	526 m <sup>2</sup>
BV 6	Unité de préparation des CSR	798 m <sup>3</sup>	
BV 7	Unité de méthanisation et hangar biodéconditionnement	997 m <sup>3</sup>	462 m <sup>2</sup>
BV 8	Biocentre	531 m <sup>3</sup>	270 m <sup>2</sup>
BV 9	Installation de stockage de déchets de plâtre	53 m <sup>3</sup>	

Ce réseau pourra être complété par des bassins supplémentaires le cas échéant.

### Article 4.3.5 – Gestion des lixiviats

Les lixiviats issus des casiers en exploitation ou en suivi post-exploitation sont collectés et stockés dans deux bassins étanches de 3 000 m<sup>3</sup>.

Ces bassins sont reportés sur le plan figurant en annexe 4 au présent arrêté.

Les lixiviats sont :

- en fonctionnement normal, soit envoyés dans une des 2 unités d'évaporation du site décrite à l'article 9.6.3 du présent arrêté ou soit réinjectés dans les casiers déjà exploités, selon les dispositions de l'article 9.6.1-b) du présent arrêté,
- en cas d'excédent, rejetés dans le milieu naturel si les critères fixés à l'article 4.4.2 sont respectés et après fourniture au préfet d'une étude de compatibilité démontrant l'acceptabilité du rejet pour le milieu récepteur conformément à l'article 22-2-1) de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

#### **Article 4.3.6 – Gestion des eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement dans un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur.

#### **Article 4.3.7 – Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition,...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

#### **Article 4.3.8 – Entretien et conduite des installations de traitement des effluents**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des effluents sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Ce registre peut être informatisé.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Le registre précité présente également les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **Article 4.3.9 – Localisation du point de rejet**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Bassins d'infiltration
Nature des effluents	Eaux de ruissellement internes, Eaux susceptibles d'être polluées (eaux issues de la voirie, des parkings, des aires de lavage, de la plateforme de valorisation du biogaz, des plateformes de sur-tri des déchets, de l'unité de déconditionnement des biodéchets après traitement, lixiviats traités)
Exutoire du rejet	Bassins d'infiltration (BI)
Traitement avant rejet	Débourbeur-déshuileur (pour les eaux susceptibles d'être polluées)



## Article 4.3.10 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de gestion des eaux

### a) Conception

Les bassins de rétention des eaux pluviales (BV) seront étanches et clôturés. Ils seront soumis à un contrôle par l'exploitant de leur état visuel, leur étanchéité et leur accessibilité en vue de prélèvements et d'analyses.

Une instrumentation sera mise en place sur chaque canalisation des bassins : elle permettra les mesures réglementaires en continu du débit rejeté, du pH et de la conductivité.

Les bassins liés aux bâtiments seront équipés d'une vanne de fermeture.

### b) Aménagement des points de prélèvements

Un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc) sont prévus au niveau des bassins d'eaux pluviales.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

## CHAPITRE 4.4 – CARACTÉRISTIQUES ET SURVEILLANCES DES REJETS

### Article 4.4.1 – Caractéristiques générales

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30 °C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

### Article 4.4.2 – Surveillance des rejets

Des analyses des eaux collectées dans les bassins d'eaux pluviales et des lixiviats traités (avant infiltration) du site sont effectuées :

- le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés sont mesurés en continu,
- pour les paramètres globaux : chaque trimestre, pendant la phase d'exploitation, puis chaque semestre pendant la période de suivi, aux frais de l'exploitant,
- pour les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau : chaque trimestre\* pendant la phase d'exploitation et pendant la période de suivi.

\* Pour les autres substances dangereuses listées dans la colonne « Paramètres » correspondante, une surveillance trimestrielle est réalisée pendant au minimum une année, ou pendant au minimum quatre campagnes consécutives pour les lixiviats traités produits par les ISDND. A l'issue de cette surveillance, l'exploitant réalise un bilan accompagné d'un programme de surveillance mis à jour portant sur ces autres substances dangereuses qu'il transmet pour avis à l'inspection des installations classées. La

surveillance des paramètres concernés peut alors être arrêtée, maintenue ou sa fréquence peut être revue en fonction des résultats obtenus et après accord du préfet.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Ces eaux devront, avant rejet, présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite d'émission (en mg/l)
<b>Paramètres globaux</b>		
Matières en suspension (MES)	1305	< 100 mg/l si le flux est inférieur à 15 kg/j < 35 mg/l au delà
Carbone organique total (COT)	1841	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	< 300 mg/l si le flux est inférieur à 100 kg/j < 125 mg/l au delà
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	< 100 mg/l si le flux est inférieur à 30 kg/j < 30 mg/l au delà
Azote global	-	< 30 mg/l si flux supérieur à 50 kg/j
Phosphore total	1350	< 10 mg/l si flux supérieur à 15 kg/j
Phénols	1440	< 0,1 mg/l si supérieur à 1 g/j
Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al)	-	< 15 mg/l
dont :		
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	< 50 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
dont Cr <sup>6+</sup>	-	< 0,1 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	< 100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	< 200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	< 500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Ion fluorure (en F)	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
Cyanures libres (en CN)	1084	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
<b>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</b>		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Di(2-éthylhexyl)-phtalate (DEHP)*	6616	< 25 µg/l
Acide perfluoro octanesulfo- nique et ses dérivés* (PFOS)	6561	< 25 µg/l
Quinoxylène*	2028	< 25 µg/l
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	< 25 µg/l

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite d'émission (en mg/l)
Aclonifène	1688	< 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Bifénox	1119	< 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cybutryne	1935	< 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cyperméthrine	114025	< 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	7128	< 25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	7706	< 25 µg/l
Nonylphénols*	1958	< 25 µg/l
Arsenic et ses composés (en As)	1369	< 100 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j

(\*) Les substances dangereuses marquées d'un astérisque (\*) dans les tableaux ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les résultats des analyses ci-dessus sont transmis par l'exploitant, sauf impossibilité technique, par le biais du site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

## CHAPITRE 4.5 – SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

### Article 4.5.1 – Effets sur les eaux souterraines

#### a) Contrôle des eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines par l'intermédiaire des 6 piézomètres existants, complétés de 2 piézomètres (Piézomètres amont : Pz1, Pz2 et Pz8, piézomètres aval : Pz3 à Pz7). Le plan d'implantation de ces piézomètres figure en annexe 5 du présent arrêté.

Ces piézomètres doivent être protégés contre les risques de détérioration. Ils sont pourvus d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé et réalisés selon les normes en vigueur, ou, à défaut selon les bonnes pratiques.

L'exploitant réalise trimestriellement une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX,
- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub>,
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles,
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.



Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.1 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

#### **b) Plan de surveillance renforcé des eaux souterraines**

Au cas où apparaîtraient des concentrations anormales en certains paramètres, des analyses complémentaires peuvent être pratiquées aux frais de l'exploitant sur simple demande de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où un changement significatif de la qualité des eaux souterraines est observé, l'exploitant met en place un plan d'action et de surveillance renforcée qui comprend au minimum :

- une augmentation du spectre et de la fréquence des analyses réalisées,
- le relevé quotidien du bilan hydrique,
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse, tous les mois, à l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcé peut être arrêté. A défaut, le préfet prescrit, par arrêté complémentaire, une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement du site.

#### **Article 4.5.2 – Bilan hydrique**

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés et, le cas échéant, volumes des lixiviats réinjectés dans le massif de déchets).

Ce bilan est calculé mensuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser si nécessaire les aménagements du site.

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



---

## TITRE 5 – DÉCHETS

---

Les dispositions applicables aux déchets reçus et traités sur le site relèvent du Titre 9 du présent arrêté.

Les dispositions applicables aux déchets produits par le site relèvent du présent Titre.

### CHAPITRE 5.1 – PRINCIPES DE GESTION

#### Article 5.1.1 – Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- 1° - En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- 2° - De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation,
  - b) le recyclage,
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
  - d) l'élimination ;
- 3° - D'assurer que la gestion des déchets se fasse sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- 4° - D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- 5° - De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- 6° - D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

#### Article 5.1.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R.543-225 à R.543-227 du code de l'environnement.

#### **Article 5.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

#### **Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **Article 5.1.5 – Déchets traités à l'intérieur de l'établissement**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **Article 5.1.6 - Transport**

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-63 et R.541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.7 – Autosurveillance des déchets**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Les données constitutives du registre mentionné précédemment et relatives aux déchets liés à l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux doivent être transmises par voie électronique au moyen du téléservice mis en place par le ministère chargé de l'environnement au registre national des déchets, terres excavées et sédiments.

Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux réceptionné et expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets conformément à l'article R.541-45 du code de l'environnement. L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un téléservice mis en place par le ministère chargé de l'environnement ou par échange de données informatisées selon les modalités définies par le ministère chargé de l'environnement.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'étant acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets, terres excavées et sédiments n'a plus l'obligation de tenir à jour et conserver le registre prévu au premier alinéa du présent article, les données présentes dans le registre national précité demeurant accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter, à leur demande, aux autorités en charge du contrôle.

---

## **TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES**

---

### **CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 6.1.1 – Identification des produits**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

## **Article 6.1.2 – Étiquetage des substances et mélanges dangereux**

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

## **CHAPITRE 6.2 – SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 6.2.1 – Substances interdites ou restreintes**

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n° 1907/2006,
- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

---

## **TITRE 7 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 7.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement sont applicables.

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 6.

### **CHAPITRE 7.2 – NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
65 dB(A)	50 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée de l'annexe 6. Ils sont constitués de 8 points situés en limite de propriété (LP1 à LP8).

### **CHAPITRE 7.3 – MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la mise en fonctionnement des nouvelles installations puis tous les ans par un organisme qualifié.



Si à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

#### CHAPITRE 7.4 – VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Les 9 points de mesure au niveau des zones à émergence réglementée (A à I) figurent sur le plan en annexe 6.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### CHAPITRE 7.5 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

### TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

#### CHAPITRE 8.1 – PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place l'organisation nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### CHAPITRE 8.2 – GÉNÉRALITÉS

##### Article 8.2.1 – Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Article 8.2.2 – Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **Article 8.2.3 – Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 8.2.4 – Contrôle des accès**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

#### **Article 8.2.5 – Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

#### **Article 8.2.6 – Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### **CHAPITRE 8.3 – DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **Article 8.3.1 – Comportement au feu**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les dispositions applicables aux diverses installations concernées sont détaillées au titre 9 du présent arrêté.

#### **Article 8.3.2 – Intervention des services de secours**

##### **a) Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

**b) Accessibilité des engins à proximité des nouveaux bâtiments de production de CSR, de déconditionnement et de méthanisation**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre des installations et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ces installations.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 %,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur  $R$  minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie « engins ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre des installations et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

**c) Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires, et qui ne permet pas le croisement des engins, dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

**d) Aménagements au niveau des points d'eau**

Les points d'eau sont accessibles en permanence aux engins de secours par l'intermédiaire d'une plateforme de 8m x 4m et desservie par une voie poids lourd de 3 m de large minimum, doté d'un dispositif fixe d'aspiration de diamètre 100 mm permettant le raccordement des tuyaux d'aspiration, signalé de façon claire et pérenne.

Lorsque les points d'eau sont aménagés conformément aux prescriptions du paragraphe précédant, l'exploitant prend attache du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour la réalisation d'une reconnaissance opérationnelle des points d'eau incendie ainsi que la transmission des plans et de ses coordonnées.

#### **e) Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

### **CHAPITRE 8.4 – DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **Article 8.4.1 – Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

#### **Article 8.4.2 – Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### **Article 8.4.3 – Systèmes de détection et extinction automatiques**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de bâtiment recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### **Article 8.4.4 – Protection contre la foudre**

Une analyse du risque foudre (ARF) conforme à l'arrêté du 4 octobre 2010 est réalisée par un organisme compétent pour l'ensemble du site. En complément de cette ARF, l'exploitant réalise une étude



technique foudre, dans un délai de 6 mois après la visite préalable de mise en service des nouvelles installations, afin de dimensionner les mesures de protection et de prévention à mettre en œuvre.

## **CHAPITRE 8.5 – DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Article 8.5.1 – Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

### **Article 8.5.2 – Rétention et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide (à l'exception des lixiviats) susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

- V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, ...).

#### **Article 8.5.3 - Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

#### **Article 8.5.4 – Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **Article 8.5.5 – Stockage sur les lieux d’emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **Article 8.5.6 – Transports – Chargements - Déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l’art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l’intérieur de l’établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l’aide de réservoirs mobiles s’effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l’objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.  
Ce dispositif de surveillance est pourvu d’une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **Article 8.5.7 – Élimination des substances ou mélanges dangereux**

L’élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d’accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s’exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 8.6 – DISPOSITIONS D’EXPLOITATION**

#### **Article 8.6.1 - Travaux**

Tous les travaux d’extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d’un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d’une flamme ou d’une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu’après délivrance d’un « permis d’intervention » et éventuellement d’un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d’intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l’exploitant ou une personne qu’il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d’intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l’exploitant et l’entreprise extérieure ou les personnes qu’ils auront nommément désignées.

#### **Article 8.6.2 – Contenu du permis d’intervention, de feu**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,

- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement sont soumises aux obligations précitées.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### **Article 8.6.3 – Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **Article 8.6.4 – Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),



- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Article 8.6.5 – Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **Article 8.6.6 – Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

### **CHAPITRE 8.7 – MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

#### **Article 8.7.1 – Liste des mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle,...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste peut être contenue dans l'analyse des risques de l'analyse environnementale (ISO 14001/ISO 9001) et/ou le document unique.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

## CHAPITRE 8.8 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

### Article 8.8.1 – Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

### Article 8.8.2 – Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### Article 8.8.3 – Ressources en eau et mousse

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des réserves d'eau sur les différentes activités constituées par les bassins de stockage des eaux de ruissellement selon le plan en annexe 7,

Activités	Volume d'eau nécessaire à l'extinction pour 2 h (en m <sup>3</sup> )	Volume disponible	Volume à mettre en rétention	Bassin/Zone associée
Biodéconditionneur	300 m <sup>3</sup>	3 réserves disponibles	815 m <sup>3</sup>	Zone de rétention 13 000 m <sup>3</sup>
Zone de tri n°1 (pneus, ferrailles)	180 m <sup>3</sup>	Borne incendie de 90 m <sup>3</sup> /h de capacité sera disposée à l'entrée de la plateforme de compostage. Cette borne est alimentée par un réseau à partir du bassin des eaux pluviales à l'entrée du site (capacité > 500 m <sup>3</sup> ).	210 m <sup>3</sup>	Zone de rétention de 210 m <sup>3</sup>
Zone de tri n°2 (cartons, plastiques)	120 m <sup>3</sup>	2 bornes incendie de 90 m <sup>3</sup> /h, alimentées depuis le bassin à l'est du site	246 m <sup>3</sup>	Bassin de rétention dédié avec vanne
CSR	300 m <sup>3</sup>	Bassin de stockage d'eau en réserve incendie de 300 m <sup>3</sup> est prévu à proximité immédiate du bâtiment ; une deuxième réserve incendie est disponible du côté Est du bâtiment	477 m <sup>3</sup>	Zone de rétention de 8 000 m <sup>2</sup> soit 480 m <sup>3</sup>
Compostage	120 m <sup>3</sup>	Borne incendie de 90 m <sup>3</sup> /h de capacité sera	185 m <sup>3</sup>	Bassin de rétention

		disposée à l'entrée de la plateforme de compostage. Cette borne est alimentée par un réseau à partir du bassin des eaux pluviales à l'entrée du site (capacité > 500 m³).		dédié avec vanne
ISDND	120 m³	Borne incendie de 90 m³/h de capacité sera disposée à l'entrée de la plateforme de compostage. Cette borne est alimentée par un réseau à partir du bassin des eaux pluviales à l'entrée du site (capacité > 500 m³).	157 m³	Casiers en exploitation
Plateforme bois	180 m³	2 bornes incendies disposées, une côté Ouest et une du côté Est de la plateforme bois; ces deux bornes seront alimentées par une pompe de 90 m³/h alimentée par le bassin de 500 m³ à l'entrée du site.	333 m³	Bassin de rétention dédié avec vanne

- un système de borne incendie reliée aux bassins avec une capacité de 90 m³/h,
- un système de détection automatique d'incendie au niveau du bâtiment de préparation des CSR ainsi qu'un réseau de 4 RIA reliés à une cuve continuellement maintenue en eau,
- une réserve de matériaux de recouvrement, en quantités suffisantes, disponible à proximité du casier en exploitation,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis sur le site et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et du casier en exploitation.

L'ensemble des ressources et moyens disponibles, ainsi que leur mise en œuvre, sont explicités dans le plan de défense incendie visé à l'article 8.8.7 du présent arrêté.

#### Article 8.8.4 – Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Les consignes sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.8.5 – Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

#### **Article 8.8.6 – Détection des départs d'incendie**

La zone de stockage en cours d'exploitation, pour l'ISDND, et les autres zones désignées dans le plan de défense incendie défini à l'article 8.8.7 sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas, une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets dans la zone de stockage de l'ISDND et avant le départ du personnel. Les modalités d'application du présent article sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

#### **Article 8.8.7 – Plan de défense incendie**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur les installations,
- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes),
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées,
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement,
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées y compris le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre,
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie,
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et le cas échéant, des modalités de leur manœuvre,



- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité,
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,
- les comptes-rendus des exercices de défense contre les incendies.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'extension, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte-rendu.

#### **Article 8.8.8 - Débroussaillage**

Le périmètre du site doit être constamment débroussaillé, en particulier sur au moins 25 mètres au droit du massif forestier adjacent, afin de limiter la propagation d'un incendie vers le milieu forestier.

---

## **TITRE 9 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 9.1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE DÉCONDITIONNEMENT DES BIODÉCHETS**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à ces installations tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 9.1.1 – Déchets admis**

Les déchets admis sur l'installation seront les suivants :

Type de matière	Catégorie SPAn	Code déchet	Dénomination	Origine	Stockage
Restes de plats cuisines  Rebus de fabrication  Déchets issus de collecte biodéchets	3	02 02 03	Matières impropres à la consommation ou à la transformation (provenant de la préparation ou la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale) Industries	Déchets des grandes et moyennes surfaces Biodéchets des ménages et des gros producteurs	Arrivage en caisses palettes, palettes, ou vrac en bennes étanches vides, stockés et exportés dans une benne ampliroll étanche

			agroalimentaires Déchets des grandes et moyennes surfaces Biodéchets des ménages et des gros producteurs		de 20 m <sup>3</sup>
--	--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	----------------------

Le site est soumis aux règlements (CE) n° 1069/2009 qui établissent les règles applicables pour l'entreposage et le déconditionnement de sous-produits animaux de catégorie 3. Un agrément sanitaire devra être obtenu.

#### **Article 9.1.2 – Situation de l'équipement**

Le biodéconditionneur sera situé en amont de l'unité de méthanisation.

Le stockage des bio-déchets réceptionnés et le déconditionnement se feront un bâtiment fermé de 1000 m<sup>2</sup> environ, comprenant notamment une aire de lavage.

#### **Article 9.1.3 – Exutoire des biodéchets et refus**

Les biodéchets déconditionnés se présentent sous la forme d'une pulpe organique qui est dirigée vers l'unité de méthanisation. Les emballages sont dirigés vers l'unité CSR pour les emballages plastiques et vers l'unité de tri/transfert des métaux pour les emballages métalliques le cas échéant.

Les éventuels refus non valorisables sont transférés vers l'ISDND.

#### **Article 9.1.4 – Gestion des eaux**

Le dallage en béton du bâtiment sera étanche et conçu avec une pente générale vers l'intérieur pour éviter les coulures éventuelles vers l'extérieur. Ces eaux et les eaux de lavage seront collectées dans un puisard pour être pompées vers le dispositif de gestion des eaux souillées du site. Avec ce dispositif, ces eaux seront évaporées.

#### **Article 9.1.5 – Eaux d'extinction**

Une réserve de 200 m<sup>3</sup> sera mise en place pour les besoins incendie, elle est associée à un bassin de 400 m<sup>3</sup> pour récupérer les eaux d'extinction éventuellement souillées.

### **CHAPITRE 9.2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A LA MÉTHANISATION**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à ces installations tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 9.2.1 – Description des activités principales**

L'activité principale est une unité de méthanisation de déchets non dangereux par voie liquide mésophile avec valorisation de biométhane par réinjection dans le réseau de distribution de gaz de ville. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants :

- deux silos pour les déchets solides (SILO 01 et SILO 02) ;
- une zone « fumière » ;
- un hangar pour les déchets à déconditionner ;
- un bâtiment comprenant notamment 3 trémies de réception, 3 cuve d'hygiénisation et un système mélangeur ;
- une cuve de réception des intrants liquides de 120 m<sup>3</sup> ;
- une cuve de stockage des déchets hygiénisés/stérilisés de 120 m<sup>3</sup> ;

- deux cuves de méthanisation (digesteurs) de 2 800 m<sup>3</sup> ;
- une cuve de maturation (post-digester) de 2 800 m<sup>3</sup> ;
- deux cuves de stockage du digestat liquide de 6 000 m<sup>3</sup> chacune ;
- un biofiltre ;
- une unité d'épuration du biogaz.

#### **Article 9.2.2 – Capacité de l'installation**

Le site est autorisé à traiter au maximum 30 000 t de déchets organiques non dangereux fermentescibles issus des ménages ou d'origines agroalimentaires ou agricoles, provenant des collectivités et des industries, soit 82 t/j en moyenne. La capacité de biogaz produit est estimée à 420 et 460 Nm<sup>3</sup>/h.

#### **Article 9.2.3 – Conditions d'admission des déchets et matières traités**

##### **a) Nature et origine des matières**

Sans préjudice des interdictions de mélange de certaines catégories de déchets prévues par le code de l'environnement, les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants :

- des biodéchets ménagers triés à la source ;
- des déchets organiques solides (aliments pour animaux, rebus de production d'industries agroalimentaires, boues organiques, et autres ...) ;
- des graisses et produits à hygiéniser (déchets d'abattoirs, déchets de cuisine et de table, biodéchets de supermarchés ou d'industries agro-alimentaires n'ayant pas fait l'objet d'un transport international) ;
- des déchets organiques liquides (lisiers, lactosérum, effluents industriels liquides, jus de compost et autres assimilés ...) ;
- des sous-produits animaux de catégorie 2 non-dérogatoires soumis à simple hygiénisation : lots déclassés de produits lactés, ovoproduits ou produits de la mer ne présentant pas une contamination nécessitant une stérilisation.

Les déchets suivants ne sont pas admis sur le site :

- déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée au préalable à la connaissance du préfet.

##### **b) Conditions de stockage lors de l'admission**

Les réceptions sont différentes en fonction du type de matières :

- les déchets liquides sont stockés dans une cuve extérieure ou sont dirigés vers la trémie de réception sous bâtiment pour les déchets à hygiéniser ;
- les déchets solides seront dépotés dans la trémie dédiée.

##### **c) Hygiénisation des sous-produits de catégorie 2 et 3**

Les déchets à hygiéniser sont :

- les sous-produits animaux de catégorie 2 non-dérogatoires soumis à simple hygiénisation : lots déclassés de produits lactés, ovoproduits ou produits de la mer ne présentant pas une contamination nécessitant une stérilisation ;

- les sous-produits de catégorie 3 tels que des déchets de cuisine et refus de production issus de l'industrie agro-alimentaire (IAA).

Les déchets à hygiéniser en amont de la digestion sont envoyés vers la trémie de réception sous le bâtiment, puis envoyés vers la cuve d'hygiénisation.

L'hygiénisation se fait par pasteurisation, à savoir 70°C pendant 1 heure. L'unité d'hygiénisation aura la capacité suffisante pour traiter les matières concernées. Tous les cycles sont enregistrés avec le poids et la courbe de température. Ces données sont conservées et mises à disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement devra disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069-2009.

L'entreposage avant traitement ne dépasse pas vingt-quatre heures à température ambiante. Ce délai peut être allongé si les matières sont maintenues à une température inférieure à 7° C. Dans ce cas, le traitement démarre immédiatement après la sortie de l'enceinte de stockage. La capacité des locaux est compatible avec le délai de traitement et permet de faire face aux arrêts inopinés.

Les gaz issus du traitement de stérilisation des sous-produits animaux sont collectés et dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux résistant à la corrosion vers des installations de traitement. Ils sont épurés avant rejet à l'atmosphère et respectent les valeurs limites ci-après.

Les valeurs limites d'émissions atmosphériques indiquées ci-dessous sont des concentrations dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène, concentrations exprimées en  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  ou en  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  :

- 5  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  d'hydrogène sulfuré ( $\text{H}_2\text{S}$ ) ;
- 50  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  d'ammoniac ( $\text{NH}_3$ ) si le flux dépasse 100 g/ h.

La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 mètres.

Les effluents de l'unité de stérilisation sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites de rejet définies à l'annexe I de l'arrêté du 27 juillet 2012 modifiant divers arrêtés relatifs au traitement de déchets.

Leur concentration en matières grasses est inférieure à 15 mg/ l.

Les installations sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents pour retenir et recueillir les matières solides assurant que la taille des particules présentes dans les effluents qui passent au travers de ces dispositifs n'est pas supérieure à 6 mm.

Tout broyage ou macération pouvant faciliter le passage de matières animales contenues dans les effluents au-delà du stade de prétraitement est interdit.

Les matières recueillies par les dispositifs de prétraitement sont des sous-produits animaux de catégorie 2. Elles sont éliminées ou valorisées conformément à la réglementation en vigueur.

#### **d) Enregistrement des sorties de déchets et de digestats**

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage, ...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration, ...) et en précisant les coordonnées du destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural.



Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie.

#### **Article 9.2.4 – Exploitation**

##### **a) Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolat**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un évent d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve. Dans le cas où les équipements de méthanisation sont abrités dans des locaux, le dispositif ci-dessus est complété par une zone de fragilisation de la toiture.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit.

Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation exceptionnelle ayant conduit à leur sollicitation.

##### **b) Destruction du biogaz**

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes sont conçus selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020). Il peut être commun avec les équipements de destruction de biogaz de l'ISDND.

##### **c) Traitement du biogaz**

Le dispositif d'injection d'air est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.

##### **d) Stockage du digestat**

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité. Le site disposera a minima de 2 cuves de 6 000 m<sup>3</sup> chacune pour les digestats liquides et d'une aire de stockage de 250 m<sup>2</sup> pour les digestats solides (si nécessaire).

La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas sources de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts.

#### **e) Réception des matières**

Pour les matières stockées à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.

Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.

#### **Article 9.2.5 – Déroulement du procédé de méthanisation**

L'installation est dotée des dispositifs de sécurité suivants :

- une vanne d'arrêt est opérationnelle sur chaque conduite de gaz ;
- un système de détection de gaz est mis en place dans la salle des machines entraînant la coupure automatique de l'alimentation ainsi que la mise en marche d'une aération par flux d'air forcé permettant d'éviter la formation d'atmosphère explosive ;
- implanter un interrupteur arrêt d'urgence visant l'arrêt immédiat de l'installation.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz, etc) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;

- la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;
- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

Les consignes de sécurité ainsi que les coordonnées de la personne à contacter en cas d'incident sont affichées à l'entrée de l'installation.

#### **Article 9.2.6 – Gestion des digestats**

Les digestats bruts issus de la méthanisation seront épandus.

Ils pourront également, après une séparation de la phase solide et de la phase liquide, être valorisés par épandage pour les digestats liquides et par compostage pour les digestats solides.

La quantité de digestats en sortie de méthaniseur est d'environ 27 000 tonnes/an. Le potentiel fertilisant des digestats est d'environ 162 000 kg N/an, 91 800 kg P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>/an et 59 400 kg K<sub>2</sub>O/an. La surface minimale d'épandage nécessaire pour les valoriser s'élève à 2 444 ha.

#### **Article 9.2.7 – Épandage des digestats bruts ou liquides**

L'épandage des digestats fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions précisées ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses digestats dans un rayon maximal de 20 km. Le plan d'épandage sera actualisé avant la mise en service de l'unité de méthanisation et sera remis à l'inspection des installations classées.

Le digestat épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques. Son épandage est mis en œuvre de telle sorte que les nuisances soient réduites au minimum.

#### **Article 9.2.8 – Quantité d'azote**

L'épandage du digestat respecte alors les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des quantités totales d'azote, toutes origines confondues, apportées sur chacune des parcelles du plan d'épandage.

#### **Article 9.2.9 – Étude préalable**

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des digestats, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et avec les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L.541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L.212-1 et L.212-3 du code de l'environnement.

L'étude préalable comprend notamment :

- la caractérisation des digestats à épandre : état physique (liquide, pâteux ou solide), traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...), quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres suivants :
  - matière sèche (%) ; matière organique (%) ;
  - pH ;

- azote global ;
  - azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ) ;
  - rapport C/N ;
  - phosphore total («  $\text{P}_2\text{O}_5$  ») ; potassium total (en  $\text{K}_2\text{O}$ ) ;
- l'indication des doses de digestats à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ;
  - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ;
  - la description des caractéristiques des sols, notamment au regard des paramètres suivants, au vu d'analyses datant de moins de trois ans pour les paramètres autres que l'azote et de moins d'un an pour l'azote :
    - granulométrie ;
    - matière sèche (%) ; matière organique (%) ;
    - pH ;
    - azote global ;
    - azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ) ;
    - rapport C/N ;
    - $\text{P}_2\text{O}_5$  échangeable ;  $\text{K}_2\text{O}$  échangeable ;
    - azote oxydé (Pour l'azote oxydé, les analyses précisent les modalités de prélèvement des échantillons, notamment la date et la ou les profondeurs) ;
  - la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage comprenant notamment le mode de mesure des quantités apportées à chaque parcelle ;
  - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de digestats à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle).

Les données relatives aux caractéristiques des digestats et aux doses d'emploi qui figurent dans l'étude préalable du dossier sont actualisées et sont adressées au préfet au moins un mois avant le début des épandages.

Toute modification notable de la nature et de la répartition des différents déchets et effluents traités dans l'installation de méthanisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec les caractéristiques attendues des digestats qui en résulteront.

#### **Article 9.2.10 – Plan d'épandage**

Un plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000 permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées à l'article 9.2.12. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage ;
- d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment les engagements et responsabilités réciproques ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots des références PAC ou, à défaut, leurs références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole.

Toute modification notable du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet au moins un mois avant l'utilisation de nouvelles parcelles ne figurant pas dans les études communiquées au préfet.



#### Article 9.2.11 – Programme prévisionnel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, le cas échéant en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de digestats lorsque celui-ci est également exploitant agricole.

Ce programme comprend au moins :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une caractérisation des différents types de digestats (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ;
- les préconisations spécifiques d'apport des digestats (calendrier et doses d'épandage ...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 9.2.12 – Règles d'épandage

Les apports d'azote, de phosphore et de potassium toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures, de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour l'azote, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

L'épandage est effectué par enfouissement direct, par pendillards ou par un dispositif équivalent permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac. Il est interdit :

- à moins de 50 mètres de toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, cette distance étant réduite à 15 mètres en cas d'enfouissement direct ;
- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux publics de baignades et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau, cette limite étant réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel ou enneigés, sur les sols inondés ou détrempés, sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- sur les terrains présentant une pente supérieure à 7 % dans le cas des digestats liquides, sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- pendant les périodes de forte pluviosité.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire. Le volume de digestats liquides épandu doit être adapté à l'état hydrique des sols : il ne doit pas dépasser 50 l/m<sup>2</sup> (500 m<sup>3</sup>/ha) par épandage ni dépasser un total de 150 l/m<sup>2</sup> (1 500 m<sup>3</sup>/ha) et par an, avec un intervalle d'au moins deux semaines entre deux passages successifs.

Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de digestats et susceptible d'être relation avec ces épandages doit être signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9.2.13 – Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :

- les surfaces effectivement épandues ;
- les références parcellaires ;
- les dates d'épandage et le contexte météorologique correspondant ;
- la nature des cultures ;
- les volumes et la nature de toutes les matières épandues ;
- les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ;
- l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chacune des journées au cours desquelles des épandages ont été effectués.

Lorsque les digestats sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.

#### **Article 9.2.14 – Abandon parcellaire**

Une analyse de sol au regard des paramètres définis à l'article 9.2.9 (à l'exception de la granulométrie) est réalisée dans l'année qui suit l'ultime épandage sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage. Cette modification du périmètre d'épandage est portée à la connaissance du préfet.

Dans les zones vulnérables, délimitées en application des articles R.211-75 à R.211-78 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus aux articles R.211-80 à R.211-83 du code de l'environnement sont applicables à l'installation.

#### **Article 9.2.15 – Caractéristiques des matières épandues**

Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5.

Les matières ne peuvent être épandues :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite (mg /Kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux suivants :

Éléments Traces Métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg /kg MS)	Flux cumulé apporté par les déchets/effluents en 10 ans (mg/ m <sup>2</sup> )
Cadmium	10	0.015
Chrome	1000	1.5
Cuivre	1000	1.5
Mercure	10	0.015
Nickel	200	0.3
Plomb	800	1.5
Sélénium	-	-
Zinc	3000	4.5
Cr+Cu+Ni+Zn	4000	6

Composés Traces Organiques	Valeur limite dans les déchets/effluents(mg /kg MS)		Flux cumulé apporté par les déchets/effluents en 10 ans (mg/ m <sup>2</sup> )	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB*	0.8	0.8	1.2	1.2
Fluoranthène	5	4	7.5	6
Benzo(b)fluoranthène	2.5	2.5	4	4
Benzo(b)pyrène	2	1.5	3	2

\* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux précités.

En outre, lorsque les matières sont répandues sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau suivant :

Éléments Traces Métalliques	Flux cumulé apporté par les déchets/effluents en 10 ans (mg/ m <sup>2</sup> )
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Sélénium	0,12
Zinc	3
Cr+Cu+Ni+Zn	4

Les matières ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point ci-dessous.

Les matières ne doivent pas être épandues sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous.

#### **Article 9.2.16 – Émissions dans l'air**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source, canalisés et traités, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.

#### **Article 9.2.17 – Systèmes d'épuration du biogaz**

Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 0,5 % en volume du biométhane produit.

Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.

#### **Article 9.2.18 – Composition du biogaz**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.

La teneur en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.



## CHAPITRE 9.3 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A LA PRÉPARATION DE CSR

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à ces installations tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### Article 9.3.1 – Caractéristiques des zones de stockage du nouveau bâtiment CSR

À l'intérieur du bâtiment de préparation des CSR, les zones de stockage amont (refus de tri) et aval (CSR préparés) ainsi que de préparation ont les caractéristiques suivantes :

Matières	Dénomination	Surface (m <sup>2</sup> )	Hauteur (m)	Volume (m <sup>3</sup> )
Déchets entrants	Stock amont	3 alvéoles de 300 m <sup>2</sup> et 1 alvéole de 130 m <sup>2</sup>	4	3500
	Zone de préparation	1974 m <sup>2</sup>	12	-
CSR préparés	Stock aval	1 alvéole de 1012,5 m <sup>2</sup> et 1 alvéole de 976,5 m <sup>2</sup>	4	8000

Les îlots de stockage en amont et en aval sont séparés par des murs coupe-feu 2h de 5 mètres de hauteur.

### Article 9.3.2 – Collecte et traitement des émissions atmosphériques

L'exploitant est tenu de collecter et traiter les émissions de son installation en mettant en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.

Les valeurs limites d'émissions applicables à l'installation de préparation de CSR sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup> ou 10 mg/Nm <sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissus n'est pas applicable	Semestrielle

La hauteur de l'exutoire n'excèdera pas 9 mètres. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments relatifs au calcul de la hauteur de l'émissaire.

## CHAPITRE 9.4 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

Les modalités d'aménagement et d'exploitation des installations de stockage de déchets non dangereux sont définies par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif à ces installations et complétées par l'article D.541-48-1 du code de l'environnement et les dispositions spécifiques fixées par le présent arrêté.

### Article 9.4.1 – Conditions d'aménagement des casiers

L'aménagement et l'exploitation de l'extension se déroule en 2 phases: la 1<sup>ère</sup> phase comprend 5 casiers et la 2<sup>ème</sup> 12 casiers. Chaque casier représente une superficie en fond inférieure à 7 000 m<sup>2</sup>, matérialisée par des digues intermédiaires constituées de matériaux inertes.

La cote du fond de chaque casier, c'est à dire celle de la barrière de sécurité passive à 10<sup>-9</sup> m/s, soit 1 mètre au-dessus de l'arase du terrassement, ne doit pas être inférieure à 137 m NGF.

Après comblement et remise en état, la cote finale des casiers ne doit pas dépasser 164,5 m NGF telle que figurant dans le plan topographique final et les coupes annexées au dossier de demande d'autorisation.

Casier	Superficie en fond (m <sup>2</sup> )*	Superficie après réaménagement (m <sup>2</sup> )**	Volume utile (m <sup>3</sup> )	Côte point bas FDF post BSP (m NGF)	Côte de réaménagement finale (m NGF)	Hauteur moyenne des déchets stockés (utile en m)
10 EX	5100	4890	116114	138.90	164,5	26
11 EX	5030	5480	112211	139.50		
12 EX	2620	6210	100267	139.20		
13a EX	2600	5600	97632	139.80		
13b EX	2570	7220	104316	140.10		
14 EX	6010	5020	119963	138.40		
15 EX	3660	5770	115412	138.80		
16 EX	5695	5690	112957	138.10		
17 EX	3660	5890	115608	138.60		
18 EX	5870	4910	112061	137.90		
19 EX	3520	5770	114891	138.50		
20 EX	6325	5100	113125	137.70		
21 EX	3465	6000	115435	138.40		
22 EX	6440	5340	114001	137.60		
23 EX	3950	6340	114505	138.20		
24 EX	3820	6070	90694	137.60		
25 EX	2180	6580	89577	138.20		

\*Superficie en pied de digue périphérique à pied de digue entre casiers,

\*\*Superficie à la cote du profil de réaménagement final

#### Article 9.4.2 – Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

##### a) Barrière de sécurité passive

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur,
- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

La barrière géologique ne répondant pas naturellement aux conditions précitées, une note d'équivalence ayant fait l'objet d'une analyse critique a été jointe au dossier de demande d'autorisation, la solution alternative garantissant une protection au moins équivalente à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 est la suivante :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-10}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s sur au moins 2 mètres d'épaisseur,

- les flancs présentent une couche reconstituée de 0,5 m d'épaisseur sur une hauteur de 2 mètres de perméabilité inférieure à  $1.10^{-10}$  m/s et d'un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une épaisseur d'environ 0,6 cm et d'une perméabilité de  $5.10^{-11}$  m/s sous 10 kPa.

#### b) Barrière de sécurité active

- I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif précité doit être résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

- II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal. Cette couche de drainage est constituée d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s.

Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

- III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'un géotextile de protection supérieur assurant la fonction anti-poinçonnante et drainante sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

#### c) Stabilité

L'extension de la zone exploitée au droit ou en appui sur des casiers existants ne peut être réalisée que sur un massif de déchets ne présentant pas de risque de tassements qui par leur amplitude peuvent affecter le bon fonctionnement des barrières de sécurité passive et active.

Une étude de stabilité ayant fait l'objet d'une analyse critique a été jointe au dossier de demande d'autorisation.

Si les dispositifs d'étanchéité du casier existant ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, une barrière de sécurité passive conforme au a) de l'article 9.4.1 est mise en place sur le fond et les flancs des nouveaux casiers.

### Article 9.4.3 – Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, rejets gazeux, eaux de ruissellement et surveillance des eaux souterraines

#### a) Collecte et traitement des lixiviats

- I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

Les lixiviats sont pompés puis rejetés dans l'un des bassins de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée au b) de l'article 9.4.1, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans le présent arrêté.

- II. Les nouveaux bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.

Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale.

Les bassins de stockage des lixiviats sont équipés des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.

La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée,
- une échelle par bassin,
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Les bassins de stockage de lixiviats sont équipés d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

- III. Les lixiviats collectés sur le site sont réinjectés dans les conditions prévues à l'article 9.6.1 ou traités conformément aux conditions fixées à l'article 9.6.3 du présent arrêté.

#### **b) Collecte et traitement des effluents gazeux**

- I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Chaque casier recevant des déchets est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.



- II. Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 9.4.4-b).

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.

A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

#### **c) Surveillance des eaux souterraines**

La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué des puits de contrôle figurant sur le plan figurant à l'annexe 5 du présent arrêté.

Ce réseau doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

### **Article 9.4.4 – Exploitation de l'installation**

#### **a) Contrôles préalables à la mise en service des équipements**

- I. L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier après achèvement du fond de forme.

- II. Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à un contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

- III. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage,
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats.

Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement. Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.

#### **b) Contrôle périodique du réseau de collecte du biogaz**

- I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'article 9.7.4-a) du présent arrêté.

- II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima tous les mois.

- III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

- SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- CO : 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m<sup>3</sup> rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

- IV. Au plus tard deux ans après l'exploitation de l'extension, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard un an après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

#### **c) Contrôle périodique des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats**

- I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

- II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :
- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent,
  - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte,
  - les quantités d'effluents rejetés,
  - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- III. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

#### **d) Relevés topographiques**

A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

#### **e) Plan d'exploitation**

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage.

Ce plan d'exploitation est conforme au plan prévisionnel d'exploitation inclus dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification de l'exploitation par rapport au plan prévisionnel inclus dans le dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Le plan d'exploitation est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et fait apparaître :

- l'emprise générale du site et de ses aménagements,
- la zone à exploiter,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,
- l'emplacement des casiers,
- les dates de début et de fin d'exploitation de chaque casier et le tonnage des déchets enfouis,
- le schéma de collecte et de stockage des eaux ainsi que les dispositifs de traitement,
- le schéma de collecte et de traitement du biogaz,
- les zones réaménagées.

Le rapport annuel d'activité visé à l'article 2.11.2 du présent arrêté précisera ces éléments.

### **Article 9.4.5 – Conditions d'admission des déchets**

#### **a) Information préalable - Certificat d'acceptation préalable**

Pour être admis dans une installation de stockage, les déchets satisfont :

- à la procédure d'information préalable visée à l'article 9.4.5-b) ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 9.4.5-c),
- à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R.541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R.541-48-4,
- au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 9.4.5-d).

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

#### **b) Procédure d'information préalable**

Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la transmission des documents définis au troisième alinéa à l'article précédent.

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au



détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins 5 ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé.

Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

#### **c) Procédure d'acceptation préalable**

Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.

Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel précité.

Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 de l'annexe III de l'arrêté ministériel précité. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

#### **d) Contrôle du déchet à l'entrée sur le site**

I. Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 9.4.5-b) ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 9.4.5-c) en cours de validité,
- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,
- réalise une pesée,
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement,
- délivre un accusé de réception.

II. Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés.

III. En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

#### **e) Contrôle par vidéo au déchargement des déchets non dangereux**

Un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes est mis en place. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1<sup>er</sup>, du chapitre 1 du titre IV et du titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé,
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :

- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;
- la finalité du traitement installé ;
- la durée de conservation des images ;
- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ;
- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année.

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

#### **f) Registres**

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement

des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).

En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

#### **Article 9.4.6 – Conduite d'exploitation**

- I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m<sup>2</sup>. Cette superficie peut être adaptée par arrêté préfectoral notamment pour des motifs de sécurité de la circulation en sécurité.
- II. - Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.

Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.

- III. - L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

#### **Article 9.4.7 – Fin d'exploitation**

##### **a) Couverture intermédiaire**

Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2. Si la couverture finale est mise en place dans les 6 mois après la fin d'exploitation du casier, la couverture intermédiaire est substituée par la couche de matériaux inertes.

##### **b) Couverture finale**

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone.

La couverture finale est composée, du bas vers le haut, de :

- sur le dôme :

- une couche de matériaux inertes sur 50 cm d'épaisseur,
- une géomembrane PEHD de 1,5mm d'épaisseur,
- un géosynthétique de drainage,
- une couche de terre d'une épaisseur minimale de 80 cm.

- sur les flancs :

- une couche de matériaux inertes sur 50 cm d'épaisseur,
- une géomembrane PEHD de 1,5 mm d'épaisseur,
- un géosynthétique de drainage,
- un géosynthétique d'accroche terre,
- une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

#### **c) Suivi post-exploitation des casiers dont la fin d'exploitation est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2016**

Pour toute partie couverte, un programme de suivi post-exploitation est prévu pour une période d'au moins trente ans. Ce programme se déroule en deux étapes.

L'exploitant réalise un premier programme de suivi d'une durée de cinq ans à partir de la couverture finale du premier casier comprenant, pour tous les casiers en post-exploitation :

- un contrôle, au moins une fois par mois, du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination,
- un contrôle, au moins une fois par mois, du fonctionnement du système de captage du biogaz,
- les analyses de suivi du biogaz à une fréquence semestrielle,
- la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence semestrielle,
- le contrôle de la qualité des lixiviats ainsi que le volume produit à une fréquence semestrielle,
- la surveillance de la qualité des eaux de ruissellement à une fréquence semestrielle,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

A l'issue de ce premier programme de suivi, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées.



A la fin de la période de suivi post-exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Au moins six mois avant le terme du suivi post-exploitation de l'ensemble des casiers, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Ce mémoire comprendra a minima les informations suivantes :

- le plan d'exploitation à jour du site,
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement,
- une étude de stabilité du dépôt,
- le relevé topographique détaillé du site,
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans,
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol,
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site,
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

#### **d) Suivi post-exploitation des casiers dont la fin d'exploitation et postérieure au 30 juin 2016**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement et de la qualité des eaux souterraines.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

Dès la fin d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues,
- le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz,
- le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats,
- les contrôles (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période,

- la fréquence des contrôles prévue est la suivante :
  - volumes des lixiviats collectés : semestriel,
  - composition des lixiviats collectés : semestriel,
  - composition du biogaz CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S : semestriel.

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux,
- mesure la qualité des lixiviats,
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 9.4.7-b),
- démontre « la maîtrise des impacts » sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles,
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

#### **e) Surveillance des milieux**

La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées.

### **CHAPITRE 9.5 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A CERTAINS CASIERS**

#### **Article 9.5.1 – Casiers amiante lié à des matériaux inertes (ISDND) et casiers amiante lié à des matériaux non inertes (ISDD)**

Pour créer une séparation physique entre le casier ISDND et casier ISDD et assurer l'indépendance hydraulique de chacun d'eux, une digue intercasier étanche et stable sera mise en place entre ces deux zones d'exploitation. Cette digue est mise en place avant l'exploitation du casier.

Elle sera constituée de matériaux argileux avec une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-10}$  m/s. Elle présentera les caractéristiques suivantes :

- Matériaux : argiles d'une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-10}$  m/s,
- Hauteur : 3 m,
- Pente : 1H/1V,
- Replat au sommet : 2 m, soit une largeur de 8 m à sa base.

#### **a) Généralités**

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont admis dans l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sont applicables à ces installations tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les déchets d'amiante lié à des matériaux non inertes ainsi que les équipements de protection individuelle et collective sont admis dans l'installation de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux sont applicables à ces installations tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **b) Caractéristiques du casier amiante lié à des matériaux inertes**

Pour le casier mono-déchets dédié au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;
- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

#### **c) Caractéristiques du casier amiante lié à des matériaux non inertes ainsi que les équipements de protection individuelle et collective**

La barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » ne répondant pas naturellement aux conditions précitées pour le casier d'amiante non lié, une note d'équivalence ayant fait l'objet d'une analyse critique a été jointe au dossier de demande d'autorisation, la solution alternative garantissant une protection au moins équivalente à l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 est la suivante :

- le fond d'un casier présente, de bas en haut, une couche de matériaux argileux traités à la bentonite de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-10}$  m/s sur au moins 1,5 mètre d'épaisseur, une géomembrane en PEHD (PolyEthylène Haute Densité) d'une épaisseur de 2 mm, un géosynthétique anti-poinçonnement protégeant la géomembrane, et une couche de 50 cm de massif drainant  $1.10^{-4}$  m/s permettant de récupérer efficacement les lixiviats,
- les flancs présentent, à partir de 3 m par rapport au fond, une reconstitution par des matériaux argileux et des matériaux fabriqués dont l'effet combiné est équivalent à 5 m de matériaux argileux de perméabilité inférieure à  $10^{-9}$  m/s, une couche de matériaux argileux traités à la bentonite de perméabilité  $1.10^{-10}$  m/s sur une épaisseur de 1,5 mètre et sur une hauteur de 3 m, un

géosynthétique bentonitique 5kg/m<sup>2</sup> avec une perméabilité de 1.10<sup>-11</sup> m/s sur toute la hauteur du flanc, une géomembrane et un géotextile anti-poinçonnement.

**d) Mesure dans le bassin des eaux de ruissellement (BV 5)**

Une mesure de fibres d'amiante dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement BV 5 est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.

**e) Couverture finale du casier d'amiante lié à des matériaux inertes (ISDND)**

Pour le casier mono-déchets dédiés au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, la couverture finale comprend une couche d'argile de perméabilité minimale de 1.10<sup>-7</sup> m/s, d'une épaisseur minimale d'un mètre.

**f) Couverture finale du casier d'amiante lié à des matériaux non inertes (ISDD)**

La couverture finale du casier d'amiante lié à des matériaux non inertes comprend :

- une couche drainante ;
- un écran imperméable composé d'une géomembrane et d'une couche de matériaux d'au moins 1 m d'épaisseur d'un coefficient de perméabilité de 1.10<sup>-8</sup> m/s ;
- un niveau drainant d'une épaisseur de 50 cm avec un coefficient de perméabilité supérieur à 1.10<sup>-4</sup> m/s dans lequel sont incorporés des drains collecteurs ;
- une couche minimum de 30 cm d'épaisseur de terre arable végétalisée.

**Article 9.5.2 – Casier plâtre**

**a) Caractéristiques des casiers plâtre**

Pour les casiers mono-déchets dédiés au plâtre, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10<sup>-7</sup> m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;
- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10<sup>-7</sup> m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

**b) Caractéristiques des déchets de plâtre**

Les déchets de plâtre sont admis dans des casiers dédiés aux déchets de plâtre, dès lors qu'ils sont non dangereux et respectent les valeurs limites ci-après : le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé en vigueur.

	Valeurs
<b>COT (carbone organique total) sur éluat</b>	800 mg/kg de déchet sec (*)
<b>COT (carbone organique total)</b>	5,00 %

(\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg.



### c) Stockage

Les déchets de plâtre stockés dans un casier mono-déchet sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux inertes de manière à limiter tout envol de déchets et de limiter les odeurs.

### d) Programme de suivi

Le programme de suivi post-exploitation est adapté pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de plâtre.

Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;

Lorsque le rapport de synthèse à dix ans de suivi post-exploitation montre qu'il n'y a pas d'évolution des paramètres de surveillance des milieux contrôlés, le préfet acte la fin de la période de post-exploitation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

## CHAPITRE 9.6 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A LA GESTION ET AU TRAITEMENT DES LIXIVIATS

### Article 9.6.1 – Réinjection des lixiviats

- I. Les casiers contenant des déchets biodégradables peuvent être équipés des dispositifs de réinjection des lixiviats. L'aspersion des lixiviats est interdite.

Les lixiviats réinjectés dans les casiers ainsi équipés peuvent être les lixiviats collectés dans ces casiers, ou dans tout autre casiers de déchets non dangereux non inertes situés ou non dans le périmètre de l'installation. Ils sont prélevés après traitement par aération dans un des 2 bassins de stockage.

Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.

Les lixiviats ne sont jamais réinjectés dans des casiers dédiés au stockage des mono-déchets.

Les lixiviats ne sont réinjectés que dans un casier dans lequel il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.

Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.

Chaque réseau d'injection peut être isolé hydrauliquement et équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.

Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.

Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau d'injection des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

- II. Dans les casiers exploités en mode bioréacteur, l'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.  
Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
- III. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte de manière hebdomadaire les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et un suivi des déchets réceptionnés dans le casier afin d'évaluer l'état hydrique du casier en plus des informations suivantes qui sont reportées une fois par mois :
- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent,
  - la hauteur de lixiviats dans les bassins de collecte des lixiviats, les quantités d'effluents rejetés.
- La composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO<sub>5</sub>, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.
- IV. Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé d'une couverture intermédiaire d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à  $5 \cdot 10^{-9}$  m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la zone exploitée en mode bioréacteur. Dans le cas des casiers exploités en mode bioréacteur, cette couverture peut constituer la couche d'étanchéité mentionnée à l'article 9.4.7-b).

#### **Article 9.6.2 – Installation d'évaporation des lixiviats**

En fonctionnement normal, les lixiviats sont traités par une des deux unités d'évapoconcentration.

Chaque unité comporte un conteneur « chaufferie » (chaudière et circuit d'eau chaude) d'une puissance thermique de 1200 kWth et un conteneur « évaporation » (échangeur).

La capacité maximale de traitement des 2 unités est de 2,2 m<sup>3</sup>/h.

Avant passage dans une des unités d'évaporation, les lixiviats sont stockés dans les bassins de stockage des lixiviats.

Chaque unité d'évaporation comporte notamment :

- un circuit de pompage des lixiviats du bassin de stockage vers le conteneur,
- un module d'évaporation,
- un ventilateur de 36000 Nm<sup>3</sup>/h,
- un circuit d'évacuation des lixiviats non évaporés vers le bassin de lixiviats ou vers les réseaux de recirculation,
- un dispositif de nettoyage chimique automatisé.

L'exploitant traite ou fait traiter, le cas échéant, les concentrats issus du dispositif de traitement par évaporation dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.

La réinjection des concentrats dans le massif de déchets est interdite.

### Article 9.6.3 – Prévention de la pollution atmosphérique liée aux modules d'évaporation des lixiviats

#### a) Conditions générales de rejet du module d'évaporation des lixiviats

Le module d'évaporation des lixiviats présente les caractéristiques suivantes :

Nombre de module	Nombre de cheminées par module	Débit nominal de chaque module (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse minimale d'éjection en sortie de la cheminée (m/s)
2	1	36000	2

#### b) Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Les rejets issus des modules d'évaporation des lixiviats doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 21 %.

Paramètre	Concentration instantanée (mg/Nm <sup>3</sup> )
COV non méthaniques (COVNM)	110 si le flux horaire dépasse 100 g/h
Ammoniac	50 si le flux horaire dépasse 100 g/h
Cd	0,05 si le flux horaire dépasse 1 g/h
Hg	0,05 si le flux horaire dépasse 1 g/h
Tl	0,05 si le flux horaire dépasse 1 g/h
Somme Cd+Hg+Tl	0,1 si le flux horaire dépasse 1 g/h
Somme (As + Se + Te)	1 si le flux horaire dépasse 5 g/h
Pb	1 si le flux horaire dépasse 10 g/h
Somme (Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V et Zn)	5 si le flux horaire dépasse 25 g/h
Poussières totales	100 si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, 40 au-delà
H <sub>2</sub> S	5 si le flux horaire dépasse 50 g/h

#### c) Surveillance des rejets atmosphériques des modules d'évaporation des lixiviats

Les émissions des modules d'évaporation des lixiviats font l'objet de campagnes de mesures d'analyses semestrielles par un organisme extérieur compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 9.5.2 du présent arrêté.

L'exploitant réalise annuellement un bilan matière sur les métaux lourds. Il est établi par comparaison entre les quantités contenues dans les lixiviats à évaporer et celles dans les concentrats éliminés et les gaz rejetés à l'atmosphère. Il s'appuie sur un nombre de résultats suffisants pour être représentatif.

L'ensemble des résultats ainsi que leur exploitation doit être adressé à l'inspection des installations classées dès sa réception et sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 2.11.2 du présent arrêté.

Après quatre ans et la communication d'un bilan quadriennal, et en cas de stabilité des résultats, sur demande de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées, la campagne de mesures pourra être réalisée selon une fréquence annuelle.

#### d) Prévention de la légionellose au niveau de l'unité d'évaporation des lixiviats

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à cette installation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### CHAPITRE 9.7 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE VALORISATION ET/OU D'ÉPURATION DU BIOGAZ

#### Article 9.7.1 – Conduits et installations raccordées

Le biogaz produit dans les casiers contenant des déchets biodégradables et dans les installations de méthanisation, est drainé, collecté, puis :

- épuré pour être réinjecté dans le réseau GrDF (désulfuration, déshydratation, élimination du CO<sub>2</sub>),
- et/ou traité par combustion, en fonction du débit capté, soit dans une des 2 torchères ou une chaudière,
- et/ou valorisé par l'intermédiaire d'un moteur de cogénération :

Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Torchères	Capacité 1500 Nm <sup>3</sup> /h biogaz à 50% CH <sub>4</sub>	Biogaz
Unité d'épuration pour réinjection dans le réseau	-	Biogaz
Unité d'évaporation des lixiviats (chaudière)	Puissance thermique 1,2 MWh	Biogaz
Unité de méthanisation (chaudière)	10 MW	Biogaz
Unité de valorisation énergétique	Moteur Puissance électrique maximale 740 kWe	Biogaz

#### Article 9.7.2 – Conditions générales de rejet

Les ouvrages de traitement du biogaz présenteront les caractéristiques suivantes :

	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Hauteur de cheminée
Torchères	1500	Sans objet	6m
Chaudière	Environ 350	5	6m
Moteur	16 000	20	9m



Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### Article 9.7.3 – Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> de référence précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Torchère	Moteur	Chaudière	Unité d'épuration
Concentration en O <sub>2</sub> sur gaz sec	11,00 %	15,00 %	3,00 %	15,00 %
SO <sub>x</sub> (exprimés en SO <sub>2</sub> )	300 mg/Nm <sup>3</sup>	40 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub> (exprimés en NO <sub>2</sub> )	225 mg/Nm <sup>3</sup>	190 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	150 mg/Nm <sup>3</sup>	450 mg/Nm <sup>3</sup>	250 mg/Nm <sup>3</sup>	250 mg/Nm <sup>3</sup> *
HCl et autres composés inorganiques du chlore (exprimés en HCl)	-	10 mg/Nm <sup>3</sup>		10 mg/Nm <sup>3</sup>
Fluor et composés inorganiques du fluor (exprimés en HF)	-	5 mg/Nm <sup>3</sup>		5 mg/Nm <sup>3</sup>
COV non méthaniques (COVNM) (exprimés en carbone total)	-	50 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>

#### Article 9.7.4 – Surveillance des émissions atmosphériques

##### a) Torchères

La température de combustion doit être d'au moins 900 °C pendant 0,3 seconde et est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl et HF issues des torchères font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces torchères fonctionnent moins de 4 500 heures par an.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après réception des résultats.

##### b) Moteur de valorisation du biogaz (cogénération)

La température de combustion est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Il en est de même pour la teneur dans le biogaz de CH<sub>4</sub> et la teneur en O<sub>2</sub>.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme

particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées. Les mesures sont effectuées sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil, du polluant et en accord avec les méthodes de référence en vigueur.

#### **c) Unité d'épuration du biogaz pour réinjection dans le réseau GrDF**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées. Les mesures sont effectuées sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil, du polluant et en accord avec les méthodes de référence en vigueur.

#### **Article 9.7.5 – Transmission des résultats**

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.9.3 du présent arrêté. Ils sont accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats sont archivés pendant une durée d'au moins 5 ans.

### **CHAPITRE 9.8 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS DANGEREUX (TERRES SOUILLÉES)**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à cette installation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 9.8.1 – Caractéristiques de l'installation**

La plateforme de 9 400 m<sup>2</sup> est organisée de la façon suivante :

- une aire de déchargement, de préparation et tri des gravats : la réception des matériaux s'effectuera sur une plateforme où ils seront déchargés par lot. Les matériaux sont triés, concassés et criblés. Les matériaux seront ensuite stockés en tas en fonction de leur nature et granulométrie.
- une aire de déchargement stockage des terres souillées : cette zone correspond aux matériaux grossiers séparés des terres souillées et faiblement souillées. Le type de pollution déterminée lors des résultats d'analyses et la granulométrie apparente sont les critères qui permettent de définir les procédés de traitement à suivre.
- une aire de traitement biologique d'environ 3 000 m<sup>2</sup> comprenant une aire de traitement par piles et une aire de traitement par andain.
- une aire de stockage des terres traitées : le traitement achevé, les terres et matériaux seront stockés par lots, sur une aire spécifique afin d'être valorisés. Le choix de la filière de destination est fonction des résultats d'analyses de fin de traitement.

### Article 9.8.2 – Nature des déchets entrants

Les déchets admis sur cette plateforme sont des déchets dangereux ou non dangereux, de type terres, gravats, cailloux, bétons et sédiments répondant aux critères d'acceptation définis ci-après, et comportant des polluants majoritairement organiques biodégradables.

Paramètres	Seuils d'admission (sur brut) en mg/kg de matière sèche
HCT	50000
HAP	50000
BTEX	5000
PCB - PCT	50
COHV	5000
COT	100000

Les déchets suivants sont **interdits** sur cette plateforme :

- tout déchet ne répondant pas aux critères d'admission définis ci-dessus ;
- tout déchet radioactif c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- tout déchet explosif, corrosif, facilement inflammable ou inflammable, comburant, générant une réaction violente ou un dégagement de gaz toxiques ou inflammable au contact de l'eau ;
- tout déchet toxique pour la santé humaine (toxiques aigus de catégorie 1, 2 ou 3) ;
- tout déchet présentant un risque infectieux tel que défini dans le code de la santé publique.

La quantité maximale traitée est de 10 000 t/an.

### Article 9.8.3 – Admission des déchets

Pour être admis sur le site, les terres satisfont :

- à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable détaillée dans le a) ci-après,
- aux contrôles à l'arrivée sur le site détaillés dans le b) ci-après.

Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.

#### a) Information préalable et acceptation préalable

Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable (FID). Cette fiche comporte les informations suivantes :

- renseignements administratifs (provenance, identité et adresse exacte du producteur/détenteur des déchets) ;
- caractéristiques principales du produit : type de produit (terres, sédiments, etc), procédé générateur du résidu, quantité estimée, conditionnement ;
- caractéristiques physico-chimiques analysées par un laboratoire externe agréé COFRAC sur un échantillon représentatif ;
- teneurs en polluants minéraux et inorganiques ;
- teneurs en polluants organiques ;
- information quant à la présence potentielle de PFAS du fait d'événements particuliers ou autre ;
- consistance ;
- odeur.

Un certificat d'acceptation préalable (CAP) est remis au producteur/détenteur par l'exploitant si l'analyse de la FID montre l'admissibilité des terres sur le site notamment le respect des critères de l'article 9.8.2.

La durée de validité de la FIP et du CAP est au maximum de 1 an. Les FIP et CAP sont consignés dans un registre sur le site.

#### **b) Contrôles à l'arrivée sur site**

À l'arrivée sur site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable et d'un certificat d'acceptation préalable,
- réalise une pesée,
- réalise un contrôle visuel,
- réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Afin de garantir leur traçabilité, les déchets pollués sont réceptionnés et identifiés par origine et par producteur. Toutes les livraisons admises sous le même certificat d'acceptation préalable sont ainsi gérées selon un seul et même lot. Les modalités de stockage sont adaptées aux types de pollutions présents.

Pour chacun des lots ainsi constitués, un échantillon moyen est prélevé pour vérifier son adéquation avec les résultats de l'analyse préalable d'acceptation.

Aucune acceptation préalable ne peut être proposée à un exploitant se présentant sans avoir fait l'objet de la procédure définie au a) de l'article 9.8.3.

Lorsqu'un déchet interdit est identifié et selon le type de déchet, il est :

- soit rechargé et renvoyé au producteur,
- soit mis à l'écart et stocké dans un bac ou benne spécifique en attente de réexpédition vers une installation dûment autorisée.

La nature et la quantité de chaque déchet non autorisé sera notée sur un registre spécifique, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

#### **Article 9.8.4 – Conditions particulières d'exploitation**

Les terres polluées et assimilées sont regroupées par lot en fonction de leur nature, de leur typologie et des résultats d'analyse. Une opération de pré-tri est réalisée si nécessaire.

Les éléments indésirables issus de l'opération de pré-tri préalable au criblage/broyage sont dirigés vers des filières dûment autorisées.

Un système d'arrosage et de brumisation est mis en place, si nécessaire, au niveau des opérations de criblage des terres en cas de conditions climatiques défavorables.

Les terres polluées et assimilées, après les opérations de pré-tri et criblage et en fonction de leurs caractéristiques physico-chimiques sont :

- soit dirigés vers la filière de traitement biologique ou de préparation au traitement (andains ou biopiles) ;
- soit valorisés sur le site ;
- soit valorisés à l'extérieur du site ;
- soit envoyés pour traitement dans une installation dûment autorisée si le traitement sur le site s'avère insuffisant.

La plateforme dispose d'un revêtement en enrobé et les voiries seront régulièrement nettoyées.

Les biopiles ou andains en cours de traitement et les stocks de terres polluées classées dangereuses sont bâchées dès leur réception et pendant toute la durée de stockage si la concentration en BTEX ou en COHV de ces terres est supérieure à 200 mg/kg de matière sèche.



Avant toute reprise des terres traitées, que ce soit pour une valorisation ou élimination, sur site ou hors site, celles-ci font l'objet d'analyses appropriées et représentatives conformément à la réglementation en vigueur et les guides reconnus et validés par le ministère en charge de l'écologie, afin de déterminer le type de valorisation ou traitement ultérieur.

Un programme d'échantillonnage et de contrôle qualité des terres et assimilés issues de cette plateforme est mis en œuvre par lot afin de vérifier la conformité avec l'exutoire retenu. Ce programme fait l'objet d'un mode opératoire défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il tient compte de la présence potentielle de PFAS dans les terres traitées.

#### **Article 9.8.5 – Rejets atmosphériques**

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses, telle que l'humification ou la brumisation.

L'exploitant assure une surveillance du rejet du système d'aspiration de l'air des biopiles et/ou des andains de la plateforme de traitement des terres polluées - sortie du filtre à charbon actif dans les conditions suivantes :

Paramètres	Fréquence
Poussières, COV totaux, NH <sub>3</sub> , HCN et H <sub>2</sub> S	mesure semestrielle

Le contrôle du bon fonctionnement des filtres à charbon actif est réalisé hebdomadairement par mesure de la concentration en COV totaux au rejet (en aval du filtre) au moyen d'un PID ou tout dispositif équivalent. Les résultats de ces contrôles sont archivés dans un registre.

#### **Article 9.8.6 – Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air**

L'exploitant assure une surveillance des effets des rejets de l'unité de criblage de la plateforme de traitement des terres polluées dans l'environnement.

Ce plan de surveillance précisant notamment les paramètres suivis, la fréquence, les points de mesures et la méthode de mesure sera transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'installation de traitement des terres souillées.

#### **Article 9.8.7 – Lixiviats issus du traitement des terres polluées et eaux pluviales n'étant pas entrées en contact avec les terres souillées**

##### **a) Lixiviats**

Les lixiviats sont dirigés vers un bassin étanche d'eaux souillées (BES) dédié à la plateforme de traitement des terres polluées. Ce BES sera équipé d'une aération forcée permettant une oxygénation du milieu et un traitement biologique efficace de la matière organique.

Les effluents stockés dans ce BES, aérés, seront réutilisés pour les besoins propres au process de traitement des terres souillées (humidification des andains).

Des analyses permettront de contrôler la qualité des eaux stockées dans le BES. En cas d'inefficacité du traitement biologique, les effluents seraient envoyés pour traitement dans une installation de traitement spécialisée externe.

##### **b) Eaux pluviales n'étant pas entrées en contact avec les terres souillées**

Les eaux pluviales n'étant pas entrées en contact avec les terres souillées seront acheminées gravitairement vers le réseau de gestion des eaux pluviales du site. Les eaux seront dirigées vers le BV8 d'un volume de 531 m<sup>3</sup>.

#### **Article 9.8.8 – Exutoires des terres ou matériaux**

À l'issue des opérations de tri, pré-traitement et traitement sur site et après validation analytique, les terres et matériaux sont orientés vers les exutoires adéquats selon la réglementation et les guides reconnus et validés par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant justifie les filières retenues pour chaque lot.

#### **CHAPITRE 9.9 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX (RUBRIQUE 2714-1), A L'INSTALLATION DE TRI, TRANSIT et REGROUPEMENT DE DÉCHETS DE MÉTAUX NON DANGEREUX, A L'INSTALLATION DE TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à cette installation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 9.9.1 – Plateforme de transit, regroupement et tri des déchets non dangereux située à l'est du site**

##### **a) Description de la plateforme**

Le site comporte à l'est une plateforme de transit, regroupement et tri pour les déchets non dangereux suivants :

- papiers-cartons,
- plastiques,
- déchets d'activités économiques (DAE) en mélange,
- bois.

La plateforme de valorisation a une superficie de 8 000 m<sup>2</sup> et est entièrement imperméabilisée.

Cette plateforme comporte plusieurs secteurs :

- une plateforme DIB de 600 m<sup>2</sup> comprenant un hangar ouvert ou auvent abritant la presse à balles,
- une zone de stockage du bois à broyer,
- différents îlots/aires de stockage des balles de matériaux prêtes à être évacuées pour valorisation/recyclage.

##### **b) Capacité de la plateforme de tri/transfert de DAE**

La capacité de la plateforme de tri/transfert des DAE est de 5 000 t/an.

#### **Article 9.9.2 – Plateforme de transit, regroupement, tri et broyage de déchets non dangereux située à l'entrée du site**

##### **a) Description de la plateforme**

Le site comporte au niveau de l'entrée une plateforme dédiée au transit, regroupement, tri et broyage des déchets suivants :

- métaux ferreux et non ferreux,
- broyage des pneus.

La plateforme de valorisation a une superficie de 1 000 m<sup>2</sup> et est entièrement imperméabilisée.

Les pneumatiques et métaux sont stockés en vrac dans des alvéoles dédiées. Le stockage des pneumatiques est réalisé dans une zone de 900 m<sup>2</sup> environ et les métaux en vrac dans une zone de 300 m<sup>2</sup> environ.

#### **b) Capacité de la plateforme de tri/transfert des métaux et broyage pneumatiques**

La capacité de la plateforme de tri/transfert des métaux et broyage pneumatiques est de 4 000 t/an.

#### **c) Broyage des pneumatiques**

Le broyage se fait par campagne, environ 3 jours/ mois.

La hauteur du stockage de pneumatiques entiers et broyés est limitée à 4 m. Les andains de pneus seront installés à l'écart de matériaux combustibles et adossés à un merlon anti-feu.

La quantité maximale de déchets pneumatiques broyés sur le site est de 1 000 m<sup>3</sup> de pneus. La hauteur du stockage des pneumatiques est limitée à 4 m.

### **Article 9.9.3 – Dispositions communes aux installations de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux**

Avant l'admission d'un déchet, la société PAPREC demandera au producteur de déchets une information préalable. Lors de l'arrivée des déchets sur le site, la société PAPREC :

- vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

### **CHAPITRE 9.10 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION (RUBRIQUES 1435-2, 2517-2 ET 2780-1-C)**

Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sont applicables à ces installations en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### **CHAPITRE 9.11 – IMPLANTATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE SUR LES ANCIENS CASIERS**

Les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables à l'implantation et à l'exploitation de la centrale photovoltaïque dont les panneaux sont positionnés sur les massifs de déchets en post-exploitation de l'établissement PAPREC CRV.

#### **Article 9.11.1 – Dispositions générales**

La centrale photovoltaïque a une puissance de 10 MWc. Elle est constituée d'un ensemble de tables sur lesquelles sont installés les panneaux photovoltaïques et des onduleurs. Un poste de livraison complète cet ensemble et permet le raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau de distribution électrique public.

La centrale photovoltaïque est implantée en 3 phases sur les anciens casiers :

- phase 1 : sur les 9 casiers de l'ancienne ISDND 1995 – Surface : 2,07 ha ;
- phase 2 : sur les casiers E1-E2-E3-E4-E5-E7-E8 de l'ISDND 2010 – Surface : 1,52 ha ;
- phase 3 : sur les casiers 6-9EX et 15-16SE de l'ISDND 2015 – Surface : 1,38 ha.

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire.

Le titulaire du présent arrêté reste l'unique responsable de l'installation de stockage de déchets non dangereux et des prescriptions qui l'encadre.

La centrale photovoltaïque peut être exploitée par une société tierce, dénommée dans le présent chapitre l'exploitant de la centrale photovoltaïque, dans le cadre d'un contrat d'exploitation de droit privé, sous réserve de l'obtention d'une autorisation portée par la procédure permis de construire, dans le respect du contenu du dossier déposé.

L'intégrité des équipements des casiers réaménagés (réseaux de biogaz et de collecte ou réinjection des lixiviats) doit être préservée notamment en phase travaux.

En aucun cas, l'implantation de la centrale photovoltaïque ne peut faire obstacle à l'application de la législation des installations classées ni aux actions de surveillance et de contrôle de l'inspection.

#### **Article 9.11.2 – Conformité à la demande**

L'installation photovoltaïque est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier présenté par l'exploitant.

En tout état de cause, elle respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **Article 9.11.3 – Dispositions préliminaires**

Sur les casiers concernés par l'implantation d'une installation photovoltaïque, l'exploitant réalise une étude géotechnique qui permet d'apprécier la portance des sols au droit du site. Les conclusions de cette étude sont transmises au préfet pour accord au moins trois mois avant la construction de l'installation photovoltaïque.

L'intégrité des équipements de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux, en particulier de la couverture finale des casiers sur lesquels les panneaux photovoltaïques sont mis en place (réseau de biogaz, de collecte des lixiviats, piézomètres, ...) doit être préservée notamment en phase travaux.

Le titulaire du présent arrêté notifie à l'exploitant de l'installation photovoltaïque ainsi qu'aux prestataires intervenant sur le site pour la création de l'installation et lors de son exploitation, les plans permettant une localisation précise de ces équipements ainsi que les périmètres d'éloignement à respecter ou les mesures de prévention, de protection et d'alerte à mettre en œuvre. Il s'assure périodiquement de leur respect. Les plans précités représentent notamment les tracés et les différentes profondeurs des canalisations de collecte des lixiviats et des circuits de collecte du biogaz. Ils sont disponibles en permanence sur le site.

#### **Article 9.11.4 – Dispositions applicables à l'implantation des panneaux photovoltaïques et équipements associés**

L'implantation des panneaux et équipements associés doit permettre de réserver des chemins d'accès aux puits de dégazage du biogaz, aux piézomètres et aux puits de collecte des lixiviats ainsi qu'à tout autre équipement de l'installation de stockage. L'accès pour les services de secours doit être maintenu.

L'implantation des panneaux et équipements associés ne doit pas entraver le programme des suivis réglementaires (surveillance des lixiviats, du biogaz, des eaux souterraines, ...) prescrit par les arrêtés préfectoraux du site. A aucun moment, l'accès aux piézomètres ne doit être gêné par les panneaux.

Les panneaux photovoltaïques sur leurs supports doivent être aisément déplaçables pour permettre les rechargements de la couverture dans les zones présentant des affaissements différentiels.



Seules les fondations superficielles sans ancrage et sans décaissement sont autorisées pour la fixation au sol des tables de panneaux photovoltaïques. Le type de ces fondations est déterminé en fonction des résultats de l'étude géotechnique précitée.

Si le réaménagement final des casiers a comporté la création de talus, l'exploitant s'assure que la présence des panneaux photovoltaïques ne remet pas en cause la stabilité des talus. Un suivi de la stabilité des talus est réalisé annuellement.

Les bâtiments destinés à abriter les postes de transformation électrique reposent sur des fondations hors sol, s'ils sont situés dans l'emprise des casiers.

Un balisage des réseaux enterrés et des ouvrages à protéger (piézomètres, piézajirs, vannes biogaz, puits de collecte des lixiviats et du biogaz) est assuré pendant toutes les périodes de travaux.

#### **Article 9.11.5 - Câbles**

Les câbles sont des câbles non propagateurs de flamme.

Les câbles électriques (raccordement entre modules, câblage entre les boîtes de jonction et les postes de transformation, câblages entre les postes de transformation et le poste de livraison) sont positionnés hors sol et sont conçus, implantés et entretenus de façon à ne pas provoquer d'incendie.

Les câbles haute-tension situés entre les transformateurs et le poste de livraison circulent dans des chemins de câbles en béton ou enfouis en dehors de l'emprise des casiers de stockage de déchets.

Les chemins de câbles sont identifiés et signalés sur l'ensemble de leur parcours. Chaque chemin est jointif avec le câble de masse, supprimant les risques d'occurrence de différence de potentiel par la mise à la terre des deux pôles.

#### **Article 9.11.6 – Poste de livraison et postes de transformation**

Le poste de livraison et les postes de transformation sont isolés par des parois coupe-feu de degré 1 h et portes coupe-feu de degré 1/2 heure.

#### **Article 9.11.7 – Zonage ATEX**

Les installations photovoltaïques et annexes sont implantées à plus de trois mètres des zones identifiées ATEX.

#### **Article 9.11.8 - Tassements**

Les structures porteuses des modules photovoltaïques doivent s'adapter aux éventuelles modifications de topographie (tassement différentiel des déchets).

Les installations photovoltaïques sur leurs supports doivent permettre un rechargement aisé de la couverture dans les zones qui présenteraient des affaissements différentiels.

Un contrôle annuel des tassements sur l'ensemble du dôme et des pentes, permettant l'écoulement des eaux météoriques est réalisé tous les ans pendant cinq ans à minima par l'exploitant de l'installation photovoltaïque. Sur demande de l'exploitant, la périodicité peut ensuite être adaptée en fonction du retour d'expérience formalisé dans un dossier transmis pour avis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9.11.9 - Ravinements**

Toutes dispositions sont prises pour que la mise en place de l'installation photovoltaïque ne génère aucune dégradation du sol pouvant notamment être causée par le ruissellement des eaux pluviales.

Toutes mesures doivent être prises pour prévenir les ravissements, en particulier le maintien d'un espacement entre les panneaux et une couverture végétale au sol.

En cas de désordre constaté, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées un ensemble de mesures destinées d'une part à traiter la zone dégradée et d'autre part à empêcher de nouvelles dégradations.

La mise en place des panneaux conduit à une étanchéification réduite de surface et modifie le régime d'écoulement des eaux de ruissellement. Toutes mesures doivent être prises pour prévenir les ravinements. Les travaux et aménagements réalisés dans ce cadre ne doivent pas remettre en cause la stabilité des digues de l'installation de stockage de déchets non dangereux. En cas de recréusement des fossés de collecte des eaux pluviales, ceux-ci sont étanchés par des matériaux naturels (argile) ou préfabriqués (béton).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant le dimensionnement des ouvrages et le respect des dispositions qui précèdent.

Un contrôle annuel du ravinement sur l'ensemble du dôme et des pentes est réalisé tous les ans pendant cinq ans à minima par l'exploitant de l'installation photovoltaïque. Sur demande de l'exploitant, la périodicité peut ensuite être adaptée en fonction du retour d'expérience formalisé dans un dossier transmis pour avis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9.11.10 – Dispositions applicables en phase travaux**

Au cours des travaux de mise en place ou de retrait des panneaux photovoltaïques et des équipements associés, les dispositions suivantes sont respectées :

- une piste lourde déjà existante permet de desservir le site sur son axe central. Les engins lourds utilisent cette piste pour distribuer le matériel sur l'ensemble du site. Ensuite, des engins plus légers sont utilisés pour acheminer le matériel sur le lieu du montage. Les engins de levage (type grue fixe ou mobile) nécessaires à la mise en place des postes de transformation ne circulent que sur les voiries adaptées (pistes lourdes). Les pistes lourdes même provisoires, sont réalisées avec des matériaux granulaires d'une épaisseur de 30 à 40 cm à adapter en fonction des conditions météorologiques au moment des travaux et de l'état des matériaux constituant la couverture. Un géotextile anti-poinçonnement doit être placé entre la piste de circulation et la couverture,
- les travaux et les aménagements réalisés dans ce cadre ne doivent pas remettre en cause la stabilité des digues périphériques du dôme de déchet, ni porter atteinte à la couverture finale du massif de déchets,
- tout incident lors du chantier affectant l'intégrité des casiers ou de ses aménagements ou tout déversement accidentel de liquides polluants, toute odeur anormale,
- notamment de biogaz doit être immédiatement déclaré par l'exploitant à l'inspection des installations classées,
- un balisage des réseaux enterrés ou superficiels et des ouvrages à protéger (réseau de biogaz, puits de collecte des lixiviats et du biogaz, réseaux électriques, ...) est assuré pendant toutes les périodes des travaux,
- l'exploitant s'assure que les travaux ne conduisent pas à la formation d'ornières sur la couverture des casiers,
- des mesures de biogaz doivent être réalisées en cas d'odeur suspecte. Un détecteur est disponible sur site pendant toute la durée du chantier,
- lors du démantèlement, les mêmes précautions qu'en phase d'installation sont adoptées par rapport aux équipements et aménagements des casiers réaménagés. Tous les équipements liés au projet photovoltaïque sont retirés du site (panneaux, onduleurs, shelters, câbles). Les zones découvertes sont nivelées et la remise en état respecte les dispositions des arrêtés préfectoraux,
- toutes les mesures doivent être prises pour prévenir les ravinements, le maintien de la couverture végétale et les risques d'explosion en cas d'émission de gaz.

#### **Article 9.11.11 – Relevés topographiques**

Préalablement aux travaux, un relevé topographique précis actualisé de l'ensemble du site (dôme, talus, bassins, canalisations, exutoires, puits de biogaz, pompage des lixiviats,...) et une visite de site sont réalisés afin de s'assurer de l'absence de zones de stagnation, notamment d'eaux pluviales. Si de telles zones sont identifiées, les travaux de remodelage adéquat sont réalisés afin de supprimer toute zone de flash avant le démarrage des travaux.

Un relevé topographique est réalisé une fois que les travaux d'aménagement sont réalisés et transmis dans le mois qui suit à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9.11.12 - Débroussaillage**

Afin de maîtriser le risque de feu de végétation, l'exploitant est tenu de maintenir une mise à nu du terrain sur une largeur minimale de 5 m autour des clôtures et d'assurer un débroussaillage régulier de l'ensemble de la végétation du site, sur une bande de 50 m à partir des installations.

#### **Article 9.11.13 – Sécurité du site**

La mise en place de la centrale photovoltaïque ne doit pas gêner l'accès aux installations en cas d'intervention des services d'incendie et de secours et les cheminements doivent être clairement signalés.

Un panneau rappelant les coordonnées de l'astreinte technique à prévenir en cas d'incident ainsi que les consignes de sécurité associées à l'exploitation de la centrale est mis en place à l'entrée du site.

Une voie stabilisée d'une largeur de cinq mètres est en place sur le périmètre du site et dessert les différentes constructions et îlots de modules photovoltaïques afin de permettre le passage des véhicules des services d'incendie et de secours.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Dans cet objectif, les dispositions suivantes doivent être mises en place :

- une coupure générale électrique simultanée de l'ensemble des onduleurs des centrales, actionnable depuis un endroit facile à atteindre par les services de secours, complétée par d'autres coupures de type coup de poing judicieusement réparties. Ce dispositif devra être visible et identifié par la mention « coupure réseau photovoltaïque – attention panneaux encore sous tension ».

La réserve incendie actuelle de l'installation de stockage de déchets non dangereux qui comporte une plateforme, un tuyau d'aspiration muni d'une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur afin de permettre aux services d'incendie et de secours de se raccorder, peut être utilisée en cas d'incendie sur la centrale photovoltaïque.

L'exploitant met à disposition une bâche adaptée permettant de couvrir une partie des panneaux et donc d'arrêter la production de courant.

Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé :

- à l'extérieur du site à l'accès des secours,
- aux accès des locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque,
- sur les câbles tous les cinq mètres.

Les onduleurs sont positionnés au plus près des panneaux photovoltaïques. Chaque onduleur comporte un contrôleur d'isolement permettant de prévenir un défaut éventuel d'isolement.

#### Article 9.11.14 - Entretien

L'entretien et le nettoyage des équipements de la centrale photovoltaïque est assuré aussi souvent que nécessaire, aucun produit détergent n'est utilisé.

#### Article 9.11.15 - Intrusion

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'accès au site reste inchangé et se fait via un portail d'accès cadenassé.

#### Article 9.11.16 – Maintenance et intervention

L'installation est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet. Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Des consignes spécifiques doivent être établies pour toute intervention sur les panneaux photovoltaïques en cas de :

- disconnexion du réseau EDF : gestion de la production électrique du site qui ne peut plus être transférée sur le réseau EDF,
- perte de liaison entre les cellules photovoltaïques et les boîtes de jonction (ou le local technique), les cellules photovoltaïques continuant de produire de l'électricité en présence de soleil,
- déclenchement de tout autre mode dégradé.

---

### TITRE 10 – DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE ET FLORE SAUVAGE

---

#### CHAPITRE 10.1 – DÉROGATION ESPÈCES PROTÉGÉES

La SAS PAPREC CRV est autorisée à déroger à l'interdiction de :

- destruction et la perturbation de spécimens d'espèces animales protégées ;
- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées ;
- de capture avec relâcher immédiat.

#### CHAPITRE 10.2 – ESPÈCES CONCERNÉES

##### Insectes :

*Cerambyx cerdo*/Grand Capricorne

##### Oiseaux :

*Prunella modularis*/Accenteur mouchet

*Emberiza cirrus*/Bruant zizi

*Buteo buteo*/Buse variable

*Carduelis carduelis*/Chardonneret élégant

*Corvus monedula*/Choucas des tours

*Strix aluco*/Chouette hulotte

*Cuculus canorus*/Coucou gris

*Falco tinnunculus*/Faucon crécerelle

*Sylvia atricapilla*/Fauvette à tête noire

*Sylvia communis*/Fauvette grisette

*Certhia brachydactyla*/Grimpereau des jardins



*Turdus iliacus*/Grive mauvis  
*Turdus philomelos*/Grive musicienne  
*Riparia riparia*/Hirondelle de rivage  
*Hippolais polyglotta*/Hypolaïs polyglotte  
*Linaria cannabina*/Linotte mélodieuse  
*Oriolus oriolus*/Loriot d'Europe  
*Turdus merula*/Merle noir  
*Aegithalos caudatus*/Mésange à longue queue  
*Parus major*/Mésange charbonnière  
*Lophophanes cristatus*/Mésange huppée  
*Milvus migrans*/Milan noir  
*Dendrocopos major*/Pic épeiche  
*Picus viridis*/Pic vert  
*Fringilla coelebs*/Pinson des arbres  
*Phylloscopus collybita*/Pouillot véloce  
*Regulus ignicapilla*/Roitelet à triple bandeau  
*Regulus regulus*/Roitelet huppé  
*Luscinia megarhynchos*/Rossignol philomèle  
*Erithacus rubecula*/Rougegorge familier  
*Saxicola rubicola*/Tarier pâtre  
*Troglodytes troglodytes*/Troglodyte mignon  
*Sitta europaea*/Sittelle torchepot  
*Chloris chloris*/Verdier d'Europe  
*Pernis apivorus*/Bondrée apivore  
*Accipiter nisus*/Epervier d'Europe  
*Asio otus*/Hibou moyen-duc  
*Dryocopus martius*/Pic noir  
*Phoenicurus phoenicurus*/Rougequeue à front blanc  
*Merops apiaster*/Guêpier d'Europe  
*Serinus serinus*/Serin cini

#### Amphibiens :

*Alytes obstetricans*/Alyte accoucheur  
*Epidalea calamita*/Crapaud calamite  
*Hyla arborea*/Rainette verte  
*Rana dalmatina*/Grenouille agile  
*Rana temporaria*/Grenouille rousse  
*Pelophylax sp*/ groupe des grenouilles vertes  
*Salamandra salamandra*/Salamandre tachetée  
*Triturus cristatus*/Triton crêté  
*Triturus marmoratus*/Triton marbré  
*Lissotriton helveticus*/Triton palmé  
*Lissotriton vulgaris*/Triton ponctué  
*Ichthyosaura alpestris* /Triton alpestre

#### Reptiles :

*Natrix helvetica*/Couleuvre helvétique  
*Vipera berus*/Vipère péliade  
*Lacerta bilineata*/Lézard à deux raies  
*Podarcis muralis*/Lézard des murailles  
*Lacerta agilis*/Lézard des souches  
*Vipera aspis*/Vipère aspic  
*Anguis fragilis*/Orvet fragile

#### Mammifères dont chauves-souris :

*Erinaceus europaeus*/Hérisson d'Europe  
*Sciurus vulgaris*/Ecureuil roux  
*Pipistrellus pipistrellus*/Pipistrelle commune

*Pipistrellus kuhlii*/Pipistrelle de Kuhl  
*Nyctalus leisleri*/Noctule de Leisler  
*Pipistrellus nathusii*/Pipistrelle de Nathusius  
*Barbastella barbastellus*/Barbastelle commune  
*Myotis bechsteinii*/Murin de Bechstein  
*Myotis mystacinus*/Murin à moustaches  
*Myotis daubentonii*/Murin de Daubenton  
*Eptesicus serotinus*/Sérotine commune  
*Myotis emarginatus*/Murin à oreilles échancrées  
*Myotis myotis*/Grand murin  
*Myotis nattereri*/Murin de Natterer  
*Plecotus auritus*/Oreillard roux  
*Plecotus austriacus*/Oreillard gris  
*Rhinolophus ferrumequinum*/Grand rhinolophe

### CHAPITRE 10.3 – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Le bénéficiaire du présent arrêté doit respecter les engagements pris en faveur de la faune et des habitats tels que présentés dans le dossier de demande de dérogation et sa mise à jour ainsi que dans les mémoires en réponse susvisés. Ces engagements sont listés ci-après.

#### Article 10.3.1 – Mesures d'évitement

- **ME-1 Maintien d'une Zone Écologique** : Préservation d'une zone écologique à l'est du site

Le projet prévoit la conservation d'une zone écologique d'environ 1,16 hectares, représentant 5,7 % de la surface totale du projet. Cette zone est composée de divers habitats, incluant la boulaie-châtaigneraie, des fourrés à genêt à balais, une friche herbacée, une lisière forestière, un ourlet à fougère aigle, un ourlet mésophile, et un sentier.

La gestion de cette zone vise à favoriser les milieux ouverts à semi-ouverts par une fauche partielle raisonnée régulière, effectuée une fois tous les 2-3 ans en fin d'été.

Cette mesure est bénéfique pour plusieurs espèces à fort enjeu écologique, telles que :

- Le Lézard des souches et la Vipère aspic (nécessitent des sols meubles pour creuser leurs terriers)
- Le Bruant jaune
- Le Chardonneret élégant
- La Linotte mélodieuse

Elle inclut également des espèces patrimoniales locales non protégées comme :

- Le Tristan
- Le Lapin de garenne (nécessite des sols meubles pour creuser ses terriers)
- La Tourterelle des bois.

Ci-dessous la localisation de la zone préservée :



- **ME-2 Bande de Végétation** : Préservation d'une bande de végétation sur tout le périmètre

Le projet prévoit la conservation d'une bande de végétation sur tout le périmètre du site, couvrant une surface de 1,57 hectares, soit 2,6 % de la surface totale du projet. Cette zone, composée de divers habitats sera gérée sans intervention afin d'enrichir la biodiversité forestière et de lisière.

Cette mesure vise à protéger l'avifaune bocagère affectée par le projet, notamment des espèces telles que le Bruant jaune, le Chardonneret élégant, la Linotte mélodieuse, le Tarier pâtre, le Verdier d'Europe, et la Tourterelle des bois (non protégée).

Ci-dessous la localisation de la végétation laissée en place dans le plan de masse :



- **ME-3 Conservation des Lagunes Techniques** : Conserver et créer des habitats de reproduction des amphibiens

Le projet prévoit de maintenir et de créer des lagunes favorables à la reproduction des amphibiens.

Ci-dessous la localisation des lagunes actuelles (en bleu) et des lagunes futures (en violet) :



- **ME-4 Balisage des Chantiers** : Balisage rigoureux des chantiers et des stations de flore patrimoniale pour éviter les impacts sur les habitats sensibles.

L'objectif principal de cette mesure est de prévenir les empiètements des engins sur des zones non concernées par les travaux ou sur des secteurs sensibles, tels que les zones écologiques ou la végétation laissée en place.

Le balisage doit être réalisé par une personne qualifiée afin de définir précisément les limites du chantier, éviter les débordements, et protéger les habitats à préserver.

#### Article 10.3.2 – Mesures de réduction des impacts

- **MR-1 Phasage des Travaux** : Phasage des travaux d'aménagement pour conserver les habitats

Dès l'obtention des autorisations administratives, des ouvrages appelés « merlons » seront construits et végétalisés. Cela permettra aux milieux naturels de s'adapter avant les déboisements nécessaires.

Les nouveaux casiers de stockage seront creusés et refermés progressivement sur les 20 ans du projet.

Les premiers déboisements concerneront les emplacements des merlons à créer. Les déboisements liés aux casiers de stockage auront lieu 2 ans avant l'aménagement des casiers sur l'extension.

- **MR-2 Gestion du Chantier** : Gestion rigoureuse du chantier pour limiter la pollution et la destruction des habitats

Les zones sensibles seront balisées ou clôturées avant le début des travaux pour éviter toute dégradation. Des panneaux d'alerte et des cartes seront utilisés pour informer le personnel des



zones à préserver. Toute activité susceptible de nuire à ces zones, comme le terrassement ou le stockage de matériaux, sera strictement interdite.

Un règlement de chantier sera mis en place, imposant un protocole pour le tri et l'élimination des déchets, des règles pour éviter les pollutions et les dégradations et des mesures à suivre en cas d'incident.

Les pesticides, peintures et autres produits polluants seront interdits.

- **MR-3 Barrières Anti-Intrusion** : Mise en place de barrières anti-intrusion pour protéger les amphibiens et les reptiles

Cette mesure consiste en l'installation d'une barrière anti-intrusion composée d'un grillage à petites mailles (type grillage poulailler) doublé d'une bâche-filet. Cette barrière est installée entre les milieux évités et l'emprise du projet. Elle est enterrée sur 30 cm et dépasse de 70 cm en surface, positionnée en biais pour permettre la sortie des emprises de travaux tout en empêchant l'entrée des animaux.

La barrière sera posée en fin d'hiver avant le début des travaux.

- **MR-4 Capture et Déplacement** : Opérations de capture et de déplacement des amphibiens et reptiles

Les opérations de capture et de déplacement des amphibiens et des reptiles vers des habitats extérieurs seront réalisées sous la supervision d'un écologue certifié.

#### Modalités pour les amphibiens

Les systèmes de capture, équipés de systèmes de seaux et de bâches enterrées, doivent être installés dans les milieux favorables à la reproduction des amphibiens.

Pour minimiser les destructions d'individus, un protocole de capture est proposé au printemps précédant le chantier.

Des passages réguliers doivent être effectués pour ramasser et déplacer les individus capturés vers des parcelles favorables ou aménagées spécifiquement. Ils seront effectués une fois par semaine entre mi-mars et mi-juillet, sauf en cas de sécheresse prolongée. Ces visites visent à contrôler et surveiller les sites de reproduction.

Ces dispositifs passifs seront complétés par des prospections nocturnes actives.

Le système de capture doit utiliser des seaux percés avec une branche au fond du seau permettant aux micromammifères de s'extraire.

#### Modalités pour les reptiles

Des plaques reptiles seront disposées en hiver sur la future emprise de chaque phase de travaux. Une visite diurne systématique hebdomadaire entre début mai et mi-juillet sera réalisée.

- **MR-5 Végétalisation des Merlons** : Végétalisation des merlons et choix des essences de plantations locales pour maintenir la perméabilité des corridors écologiques et éviter l'introduction d'espèces exotiques envahissantes

Cette végétalisation offre plusieurs bénéfices, notamment un effet paysager et un écran visuel, tout en garantissant la perméabilité du corridor écologique. Les bandes de végétation varient en largeur : 3,5 mètres sur le secteur ouest et entre 6 et 20 mètres sur le secteur est. La végétalisation des talus des merlons augmente la largeur du corridor écologique d'environ 8 mètres, couvrant une superficie totale de 0,75 hectare. Ces espaces, séparés des boisements environnants par un chemin carrossable, représenteront à terme environ 10 % de la surface totale du projet.

- **MR-6 Gestion des Espèces Exotiques Envahissantes** : Gestion des espèces exotiques envahissantes, comme la Renouée du Japon et le Robinier faux-acacia, avec des protocoles spécifiques pour leur éradication et la surveillance des nouvelles repousses

#### Modalités de gestion de la Renouée du Japon

Pour éradiquer cette espèce, différentes stratégies sont mises en place en fonction de l'étendue des foyers. Pour les jeunes foyers (moins de 10 m<sup>2</sup>), l'arrachage manuel répété, incluant l'enlèvement de toutes les racines, est recommandé. Pour les foyers bien installés (plus de 10 m<sup>2</sup>), plusieurs méthodes sont combinées : fauchage répété en dessous du premier nœud, décaissement des terres, tamisage et concassage des fragments, couverture du sol avec une géomembrane, et évacuation sécurisée des résidus vers un centre agréé. Le nettoyage des engins et du matériel après usage, ainsi que la surveillance continue de la zone sur plusieurs années, sont également essentiels pour éliminer les nouvelles repousses.

#### Modalités de gestion du Robinier faux-acacia

Les jeunes foyers de Robinier faux-acacia doivent être éliminés et leur installation évitée par un fauchage annuel, très efficace sur les jeunes plants ou rejets. Pour les foyers bien installés, il est conseillé d'affaiblir la plante et de limiter sa dispersion par des méthodes telles que la coupe, le dessouchage, l'arrachage des rejets et la coupe des fleurs. Les résidus doivent être évacués de manière sécurisée vers un centre agréé, avec une préférence pour la méthanisation si possible. Une surveillance continue de la zone et le renouvellement des opérations sur plusieurs années peuvent être nécessaires pour éliminer les nouvelles repousses.

- **MR-7 Plan Lumineux Adapté** : Mise en place d'un plan lumineux adapté pour limiter les impacts de l'éclairage nocturne sur la faune

L'éclairage mis en place doit être réalisé au moyen de lampes peu polluantes, telles que les lampes au sodium basse pression, et exclure les lampes à vapeur de mercure haute pression ou à iodure métallique. De plus, ces lampes doivent présenter une longueur d'onde inférieure à 575 nm et une tonalité de lumière inférieure à 2 500 K, afin de minimiser l'impact sur la faune.

Pour éviter la diffusion de lumière vers le ciel, sont mis en place des systèmes de réflecteurs dirigeant la lumière vers le bas, avec un angle de 70° par exemple.

L'éclairage doit être éteint la nuit, idéalement du coucher au lever du soleil, et au minimum entre 22h et 6h.

Un détecteur automatique de passage assure la sécurité du personnel lors de leurs déplacements en dehors des heures normales, notamment après le coucher du soleil et avant le lever du soleil.

- **MR-8 Planification des travaux** : Les travaux sont planifiés en fonction des cycles de vie des espèces pour minimiser l'impact

Les travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres doivent être réalisés spécifiquement entre fin août et fin novembre, en dehors des périodes de reproduction et d'hibernation de la faune. Cette période est choisie pour minimiser l'impact sur les espèces animales, car la majorité des nids sont vidés, les reptiles et les chiroptères peuvent fuir, et les amphibiens sont encore actifs.

Les travaux de dessouchage et remaniement du sol devront être réalisés entre début septembre et fin novembre pour la préservation des amphibiens.

Un marquage préalable des arbres potentiellement favorables sera effectué par un écologue, suivi d'une inspection visuelle par un chiroptérologue.

Les arbres marqués seront abattus de manière adaptée, en conservant le houppier pendant 48 heures pour permettre aux animaux de quitter les gîtes.

Les méthodes d'abattage incluent le démontage manuel assisté ou mécanique, avec des précautions pour éviter les secousses brusques.

Les branches et tronçons avec des cavités seront disposés au sol, orientés vers le ciel, pour permettre aux animaux de quitter leur gîte.

### Article 10.3.3 – Mesures de compensation

- **MC-1 Reboisement** : 18,81 hectares seront reboisés avec des essences plurispécifiques adaptées au contexte local, en tenant compte de la séquestration de CO<sub>2</sub>

La société PAPREC a priorisé les parcelles dont elle est propriétaire, aboutissant à une surface totale disponible de 18,81 hectares dans un rayon de 12 km autour du site du projet, principalement sur la commune de Montmirail.

Liste des parcelles pour reboisement de compensation à vocation de biodiversité :

Commune	Propriété / Convention	Parcelle	Surface totale (ha)	Surface à reboiser (ha)
MONTMIRAIL	PAPREC	A08	1,997	1,55
	PAPREC	A169	1,131	0,37
	PAPREC	A188	1,857	1,80
	PAPREC	A192	0,609	0,34
	PAPREC	A352	5,294	1,65
	PAPREC	A508	1,0807	0,32
	PAPREC	A356	1,271	0,70
	PAPREC	A191	0,782	0,75
VILLAINES LA GONAIS	PAPREC (sous promesse d'achat)	ZC106	10,0326	7,23
	PAPREC (sous promesse d'achat)	ZC121	4,3260	4,10
TOTAL			28,3803	18,81

Les reboisements, prévus pour être plurispécifiques et adaptés au contexte local, incluront la création de lisières forestières.

Cependant, certaines parcelles sont soumises au règlement de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Montmirail, interdisant la plantation de résineux.

Liste des parcelles en secteurs AVAP :

Secteur AVAP	N° parcelles
S2	A08, A169, A181, A192 et A508

Les parcelles reboisées seront gérées et suivies écologiquement, offrant des habitats favorables aux espèces forestières et permettant une séquestration de 164 tCO<sub>2</sub>eq/an, soit près de deux fois la capacité de séquestration des forêts déboisées.

- **MC-2 Élaboration d'un plan de gestion** : Gestion des parcelles de compensation appartenant à la société PAPREC

Le plan de gestion vise à améliorer la biodiversité, le suivi écologique et l'efficacité de gestion. Il doit présenter un ensemble d'indicateurs et de critères d'évaluation pour suivre et gérer un objectif écologique.

Une copie sera adressée à la DDT 72 pour validation.

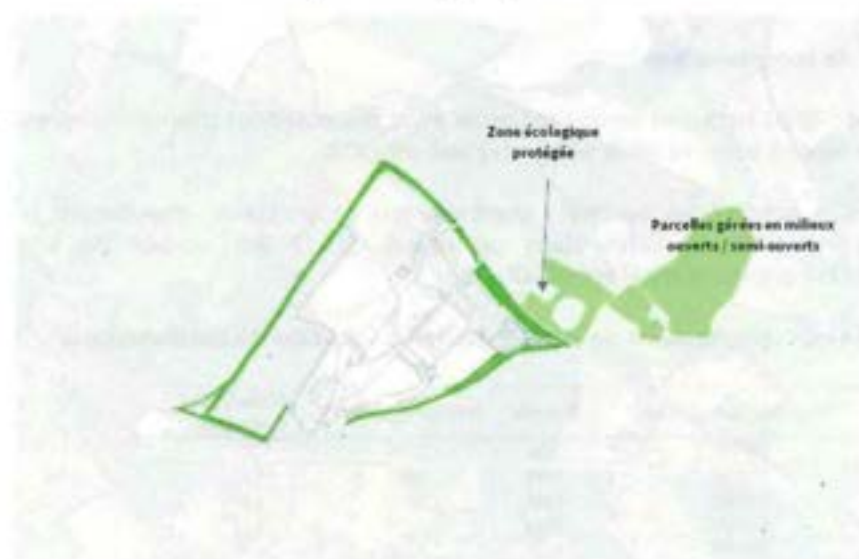
Ce plan de gestion doit être généré avant la mise en place des compensations.

- **MC-3 Création de milieux ouverts et semi-ouverts** : Pour diversifier les habitats et favoriser la biodiversité

Cette mesure vise à gérer les parcelles 182, 181, 184, 186, 164, 165, 169, 170, 508 et 187 afin de favoriser les milieux ouverts à semi-ouverts sur une superficie totale de 13,683 hectares. Cette gestion est mise en place en compensation des 3,43 hectares détruits par un projet.



Ci-dessous la localisation des parcelles à gérer pour favoriser les milieux ouverts à semi-ouverts :



- **MC-4 Mise en place de garennes artificielles** : Pour le Lapin de garenne

Cette mesure prévoit l'installation de quatre unités, distantes de 50 à 100 mètres les unes des autres, sur les parcelles 170, 169 et 181. Ces unités complètent la création d'habitats de lisières.

L'ossature de chaque garenne est réalisée à partir de souches, auxquelles on peut ajouter de grosses pierres. Ces éléments sont entassés sur une surface d'au moins 10 m<sup>2</sup>. Les amas sont ensuite recouverts d'un mélange de terre légère et sèche ainsi que de sable, afin de remplir les vides et de recouvrir l'ensemble. Des palettes sont disposées autour de la garenne pour faciliter l'accès et permettre aux lapins de creuser des terriers. Enfin, une épaisse couverture de branchages vient recouvrir l'édifice, assurant une isolation thermique, une protection contre les intempéries et favorisant l'intégration harmonieuse de la garenne dans l'environnement naturel.

- **MC-5 Aménagement d'amas de pierres** : Pour les reptiles

Cette mesure prévoit l'installation de six unités sur les parcelles 508, 169, 170, 187 et 186, en complément de la création d'habitats de lisières. Ces aménagements offrent aux reptiles des zones de cachette et permettent de réguler leur température corporelle.

Les aménagements consistent en des amas de pierre disposés selon un schéma précis sur une surface de 1 m<sup>2</sup>. Le processus d'installation comprend plusieurs étapes :

- (a) Le sol est creusé sur une profondeur de 30 cm.
- (b) Des blocs de pierre de 200-400 mm sont déposés au centre.
- (c) Ces blocs centraux sont entourés de blocs de 100-200 mm.
- (d) L'ensemble est recouvert de pierres plates.
- (e) Sur la face nord, l'amas est recouvert de terre végétale engazonnée.

- **MC-6 Aménagement de la mare de la Bausserie** : Pour les amphibiens

Pour rendre la mare plus propice à la reproduction des amphibiens, deux principales actions seront réalisées :

- Amélioration des berges : Un travail de talutage (adoucissement des pentes) des berges va permettre de créer des zones plus accessibles et accueillantes pour les amphibiens.



- Augmentation de la végétation d'hélophytes : La plantation d'hélophytes sur les côtés de la mare non encore végétalisés va favoriser un environnement plus propice à la reproduction des amphibiens.

#### - MC-7 Classement des boisements mûres en EBC

Les boisements mûres situés sur les parcelles propriété de PAPREC seront classés en espace boisé classé (EBC) au PLU de Montmirail. Il s'agit des parcelles 509, 510, 189 et 216, et pour partie les parcelles 484 et 352 pour une surface totale de 11,48 ha.

Le plan de gestion de ces parcelles devra préciser une gestion en libre évolution. Les coupes de bois ne concerneront que des objectifs de sécurité, notamment pour la parcelle 216 traversée par un chemin piéton de randonnée ou d'éclaircissement ponctuel pour raison sanitaire après avis d'un écologue.

### CHAPITRE 10.4 – SUIVIS ENVIRONNEMENTAUX

Ce suivi sera ciblé sur l'emprise de projet, les secteurs évités et de compensation, et les espèces remarquables recensées lors de l'état initial, et pourra s'étendre à toute nouvelle espèce remarquable recensée. Les suivis seront non seulement réalisés tous les ans pendant 3 ans après leur mise en œuvre, mais ensuite renouvelé en année n+5, puis tous les 5 ans pour une durée de 30 ans au total :

- le suivi de l'avifaune sera réalisé à raison de 3 passages de terrain par an (2 au printemps et 1 en été) équivalent à 2 jours/an. Le recensement de l'avifaune nicheuse est effectué par la méthode des IPA et par recherche visuelle par transects sur l'ensemble du site ;
- le suivi reptiles et amphibiens sera réalisé à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps et 2 en été). Le recensement des reptiles est effectué par recherche visuelle et poses de plaques reptiles (en quantité suffisamment importante pour couvrir l'ensemble du site) ;
- le suivi des chiroptères sera réalisé à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps, 1 en été et 1 en automne). Le recensement des espèces sera effectué par écoutes passives ;
- le suivi des insectes sera réalisé à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps et 2 en été) ;
- le suivi de la végétation à raison de 2 passages de terrain par an (1 au printemps et 1 en été).

Un compte-rendu des opérations de suivi est adressé dans le 1er trimestre de l'année suivant chaque échéance à la direction départementale des territoires de la Sarthe et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire.

### CHAPITRE 10.5 – DÉPÔT SUR GÉOMCE ET DEPOBIO

Conformément à l'article D.411-21-1 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation dépose les données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des mesures de suivi des impacts environnementaux sur l'interface « depobio » suivante : <https://depot-legalbiodiversite.naturefrance.fr/>

Les données doivent être versées dans les six mois après chaque campagne d'acquisition de données.

Par ailleurs, en application de l'article L. 163-5 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation envoie au service instructeur, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des données nécessaires au remplissage des mesures de compensation dans l'outil dédié GéoMCE.

Les données sont envoyées :

- au format dédié fichier gabarit v2.2.2, téléchargeable à l'adresse suivante : [https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/gabarit\\_geomce\\_v2.2-2.zip](https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/gabarit_geomce_v2.2-2.zip)

Vous pouvez consulter la notice d'utilisation du fichier d'import des mesures, téléchargeable à l'adresse suivante :

[https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice\\_fichier\\_gabarit\\_v2.pdf](https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice_fichier_gabarit_v2.pdf)

- à l'adresse [ddt-see@sarthe.gouv.fr](mailto:ddt-see@sarthe.gouv.fr)

Les données relatives à l'évitement, la réduction et l'accompagnement peuvent également être jointes dans le même format.

Dans le cas où certaines mesures sont modifiées, les modifications sont transmises au service instructeur, dans le mois qui suit le récolement des mesures et dans les conditions précédemment fixées.

## TITRE 11 – DÉFRICHEMENT

### CHAPITRE 11.1 – AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

La SAS PAPREC CRV est autorisée à défricher 9 ha 65 ares 62 ca de bois situés sur la commune Montmirail dans le département de la Sarthe, sur les parcelles cadastrées listées ci-dessous, dans le but d'étendre un centre d'enfouissement de déchets.

Commune	Parcelle cadastrale	Surface totale de la parcelle (ha)	Surface défrichée de la parcelle (ha)
Montmirail	A n°228	0,6000	0,6000
	A n°347	2,4840	2,4840
	A n°349	1,1918	1,1918
	A n°475	2,5387	2,5387
	A n°513	0,0688	0,0688
	A n°514	2,5351	2,5351
	A n°515	0,0293	0,0293
	A n°516	0,2085	0,2085
Surface totale du défrichement (ha)			9,6562

### CHAPITRE 11.2 – DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.341-3 du Code forestier, le droit de défricher pourra être exercé pendant une période de 5 ans à compter de la notification de la présente autorisation.

### CHAPITRE 11.3 – MESURES COMPENSATOIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.341-6 du code forestier qui dispose que toute autorisation de défrichement est subordonnée à des conditions, le bénéficiaire de l'autorisation de défrichement devra mettre en œuvre les deux compensations suivantes :

- 1/ verser une indemnité financière au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois d'un montant de 16 883,90 € (seize mille huit cent quatre-vingt-trois euros et quatre-vingt-dix centimes).  
À compter de la notification de la présente autorisation, l'émission d'un titre de perception sera demandée par la Direction départementale des territoires de la Sarthe pour permettre la mise en recouvrement de l'indemnité financière.
- 2/ réaliser un boisement compensateur d'une surface totale de 20,6600 ha sur les parcelles et dans les conditions suivantes :



Commune	Section cadastrale	Parcelle cadastrale	Surface de la parcelle cadastrale (ha)	Surface à boiser (ha)
Montmirail	A	n°98	1,9970	1,5500
Montmirail	A	n°169	1,1310	0,3700
Montmirail	A	n°188	1,8570	1,8000
Montmirail	A	n°191	0,7820	0,7500
Montmirail	A	n°192	0,6090	0,3400
Montmirail	A	n°352	5,2940	1,6500
Montmirail	A	n°356	1,2710	0,7000
Montmirail	A	n°440	1,4571	0,7900
Montmirail	A	n°508	1,0807	0,3200
Saint Maixent	C	n°432	1,2861	1,0600
Villaines la Gonais	ZC	n°106	10,0326	7,2300
Villaines la Gonais	ZC	n°121	4,3260	4,1000
<b>Surface totale du boisement compensateur (ha)</b>				<b>20,6600</b>

Les opérations de plantation de l'ensemble des îlots forestiers constituant le boisement compensateur, devront débuter au plus tard, un an après les premiers travaux de défrichement et devront être achevées, trois ans après ces mêmes premiers travaux de défrichement. La date précise du début des opérations de défrichement devra être communiquée à la Direction départementale des territoires de la Sarthe par le bénéficiaire dans un délai de 30 jours.

Le choix des essences et des provenances ainsi que les normes dimensionnelles des plants devront respecter l'arrêté relatif aux matériels forestiers de reproduction (MFR) en vigueur dans la région Pays de la Loire. Les documents du fournisseur, certifiant l'origine des plants, devront être communiqués à la Direction départementale des territoires de la Sarthe après chaque opération de plantation.

Au regard des conditions stationnelles de chaque îlot forestier, les essences objectivées de l'arrêté MFR seront retenues en tenant compte des densités initiales suivantes :

Essence (Nom français)	Densité minimale à la plantation (nombre de plants / ha)
Chênes (sessile, pédonculé, pubescent) et Hêtre	2000
Peuplier (cultivars)	150
Noyer royal, Noyer noir et Noyers hybrides	150
Autres essences	1200

Des essences d'accompagnement peuvent être intégrées à chaque îlot du boisement compensateur dans la limite de 20 % du nombre total de plants.

L'emprise périphérique non plantée de chaque îlot forestier ne devra pas excéder 6 mètres de large par rapport au fond voisin. Des allées pourront être créées à l'intérieur des plantations à condition qu'elles ne dépassent pas 6 mètres de large et que leur densité ne soit pas démesurée par rapport à la surface totale de l'îlot forestier.

Des dispositions appropriées pour protéger les plants contre les dégâts de gibier devront être prises. Le choix de la protection (clôture périphérique, protection individuelle, répulsif...) devra être adapté aux espèces présentes (cerf, chevreuil, sanglier, lagomorphe) et à leur densité.

L'entretien des plantations sera réalisé annuellement pendant une période minimale de cinq ans.

Les itinéraires techniques de chaque îlot forestier du boisement compensateur devront être validés par le pôle forêt de la Direction départementale des territoires de la Sarthe avant plantation.

Le boisement compensateur fera l'objet, par le pôle forêt de la Direction départementale des territoires de la Sarthe, d'une réception initiale, après la première saison de végétation, ainsi que d'une réception finale, après cinq saisons de végétation.

Aux termes de ces cinq saisons de végétation, chaque îlot forestier du boisement compensateur devra répondre aux obligations suivantes :

- présenter un taux de reprise des plants supérieur à 80 % (90 % pour les peupliers et les noyers) de la densité minimale initiale, avec des plants non dominés par la végétation concurrente et dont l'avenir n'est pas remis en cause par les dégâts de gibier ;
- être exempt de vides de plus de 10 ares.

À la suite de cette réception finale, le pétitionnaire sera :

- soit déchargé du boisement compensateur qui pourra être restitué au propriétaire du fond,
- soit invité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour rendre le boisement conforme avant sa restitution au propriétaire du fond.

Les obligations du pétitionnaire ne sont levées qu'après validation de la conformité de chaque îlot du boisement par la Direction départementale des Territoires de la Sarthe.

Pour les parcelles propriétés de la société PAPREC, à la suite de la réception finale conforme validée par le service forestier de la DDT, les boisements seront pérennisés conformément à la mesure de compensation environnementale MC-1 décrite dans le chapitre 10.3.

#### **CHAPITRE 11.4 - AFFICHAGE**

L'autorisation devra faire l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi que dans la mairie du territoire communal où se situe le défrichement. L'affichage devra avoir lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il devra être maintenu en mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement.

Le bénéficiaire déposera également, dans la mairie du territoire communal où se situe le défrichement, le plan cadastral des parcelles à défricher, qui pourra être consulté pendant toute la durée des opérations de défrichement. Les affiches apposées sur le terrain et en mairie signaleront la possibilité de consulter ce plan cadastral.

---

### **TITRE 12 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION**

---

#### **CHAPITRE 12.1 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Montmirail et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Montmirail pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;



- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans les départements de la Sarthe et de Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

## CHAPITRE 12.2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

## CHAPITRE 12.3 - EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Mamers, le sous-préfet de Vendôme, le maire de Montmirail, les Directeurs Départementaux des Territoires de la Sarthe et de Loir-et-Cher, les Directeurs Régionaux de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire et Centre-Val de Loire, les Inspecteurs de l'Environnement - spécialité installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à la SAS PAPREC CRV.

Le Préfet de la Sarthe

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

Le Préfet de Loir-et-Cher  
Pour le Préfet par délégation  
Le Secrétaire Général

113/121

Faustin GADEN

## TITRE 13 – ANNEXES

ANNEXE 1 – Liste des parcelles  
(article 1.2.2)

Commune d'implantation	Section de la parcelle	N° de parcelle	Superficie de la parcelle (m2)	Emprise du projet sur la parcelle (m2)	Affectation
Montmirail	A	350	9380	9380	ISDND Future
Montmirail	A	349	11918	11918	ISDND Future
Montmirail	A	514	25351	25351	ISDND Future
Montmirail	A	516	2085	2085	ISDND Future
Montmirail	A	488	1061	1061	ISDND Future
Montmirail	A	475	25387	25387	ISDND Future
Montmirail	A	515	293	293	ISDND Future
Montmirail	A	513	688	688	ISDND Future
Montmirail	A	347	24840	24840	ISDND Future
Montmirail	A	229	39810	23830	Ancienne ISDND + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	230	58590	23280	Ancienne ISDND + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	230		7000	Zone de Tri conditionnement
Montmirail	A	230		6650	ISDND actuelle + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	231	53020	50350	ISDND actuelle + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	232	60	60	ISDND actuelle + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	219	48000	9530	ISDND actuelle + Zone photovoltaïque
Montmirail	A	219		2350	Amiante
Montmirail	A	227	9980	5900	Valorisation matériaux
Montmirail	A	228	6000	5430	Valorisation matériaux

Commune d'implantation	Section de la parcelle	N° de parcelle	Superficie de la parcelle (m2)	Emprise du projet sur la parcelle (m2)	Affectation
Montmirail	A	226	40130	22360	Méthanisation
Montmirail	A	224	25450	650	Méthanisation
Montmirail	A	224		12050	CSR
Montmirail	A	224		6350	Amiante
Montmirail	A	221	11080	3500	CSR
Montmirail	A	221		820	Amiante
Montmirail	A	221			Bassins amiante
Montmirail	A	223	4049	3840	Amiante
Montmirail	A	222	13030	11780	Amiante
Montmirail	A	225	517	517	
Montmirail	A	220	25570	9550	Plateforme Bois
Montmirail	A	218	57870	4490	Plateforme Bois
Montmirail	A	218		4900	Compostage
Montmirail	A	218		5800	Plateforme d'exploitation
Montmirail	A	218		100	Atelier



ANNEXE 2 – Plan d'implantation  
(article 1.2.2)





ANNEXE 3 – Implantation des bassins de récupération des eaux pluviales  
(article 4.3.4)



Figure 25 : Positionnement des bassins d'infiltration

ANNEXE 4 – Implantation des bassins de stockage des lixiviats  
(article 4.3.5)



ANNEXE 5 – Implantation des piézomètres  
(article 4.5.1)



- Sens général d'écoulement de la nappe  
■ Piézomètre amont  
■ Piézomètre aval  
■ Piézomètre à supprimer



**ANNEXE 6 – Implantation des points de mesures sonores  
(CHAPITRES 7.2 et 7.4)**





ANNEXE 7 – Plan des moyens de lutte contre l'incendie  
(article 8.8.3)

Plan prévisionnel des moyens de lutte contre l'incendie – TERRA 72



